

INpreCOR

Numéro 334 du 5 au 18 juillet 1991 ♦ 20 FF 5 FS 100 FB

La bataille d'Alger aura-t-elle lieu ?



- ♦ HAITI : Les travaux d'Aristide
- ♦ POLOGNE : L'avortement n'est pas un sacrement
- ♦ COREE DU SUD : Un printemps "chaud"



**SOMMAIRE DU NUMERO 334
DU 5 AU 18 JUILLET 1991**

3

ALGERIE

Entre la mosquée et la caserne
Chawki SALHI

6

COREE DU SUD

Pas de répit au pays du "matin calme"
Enzo TRAVERSO

10

HAITI

Les travaux d'Aristide
Arthur MAHON

14

POLOGNE

Si le pape pouvait être enceint(e)...
Zbigniew KOWALESKI

16

L'opinion ouvrière

Interview de M. JAROSZ et L. GILEJKO

20

ITALIE

Le dernier congrès de DP
Livio MAITAN

22

EUROPE

L'orgie de béton
Winfried WOLF

24

Pendant qu'ils discutent
Claude GABRIEL

25

SALVADOR

Vers un cessez-le-feu ?
Eric TOUSSAINT

26

UNION SOVIETIQUE

Anarchisme en terre soviétique
Interview de Dimitri KOSTIENKO

28

YUGOSLAVIE

L'état de guerre
Livio MAITAN

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Histoires de conflits

Pour mieux suivre les événements actuels en Algérie et en Yougoslavie, vous pouvez vous référer aux articles récents parus dans Inprecor.

YUGOSLAVIE

L'heure de la rue
Catherine VERLA
N° 326 du 15 mars 1991

La lente agonie de la fédération
Michele LEE
N° 327 du 29 mars 1991

L'empereur est nu !
Michele LEE
N° 328 du 12 avril 1991

Le boomerang du Kosovo
Michele LEE
N° 332 du 7 juin 1991

ALGÉRIE

Un clou chasse l'autre
Chawki SALHI
N° 322 du 18 janvier 1991

La sharia au nom de la guerre
Interview de S. FELLAH et de N. ZIEN
N° 325 du 1er mars 1991

L'état de siège
Chawki SALHI
N° 332 du 7 juin 1991

Le prix d'un échec
Interview de Mohammed HARBI
N° 333 du 21 juin 1991

INpreCOR

Correspondance de presse internationale

Revue bimensuelle
d'information et d'analyse
publiée sous la responsabilité
du Secrétariat unifié
de la IVe Internationale.

Éditée par PEC
(Presse-Édition-Communication)
Administration :
2 rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil, France
Tél. : 48 59 00 80

Directeur de publication :
Christian Lamotte
Commission paritaire
n° 59117, ISSN 1 0294 - 8516
Imprimé par Rotographie

Diffusé dans les librairies par
Diffusion Populaire
14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS
Tél. : 45 32 06 23

ABONNEMENT (22 numéros par an)

France - Europe
140 FF pour six mois. 280 FF pour un an.

Afrique du Nord - Moyen-Orient - DOM-TOM
155 FF pour six mois. 310 FF pour un an.

Afrique - Amériques - Asie
180 FF pour six mois. 360 FF pour un an.

Pli fermé
France : 200 FF pour six mois. 405 FF pour un an.
Europe : 215 FF pour six mois. 430 FF pour un an.
Autres continents : nous écrire.

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre
de "PEC", à adresser à *Inprecor*,
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre,
153 rue de Paris, 93108 Montreuil, France,
compte n° 230179/90.
Virements postaux à "PEC", compte-chèque postal
n° 2.322.42 T Paris.

Abonnement Réabonnement
Moins de 25 ans et chômeurs (100 FF, 6 mois)

Nom Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville :

Pays :



Entre la mosquée et la caserne



DES OCTOBRE 1990, en accord avec Mehri, le secrétaire général du Front de libération nationale (FLN), Abdelaziz Belkhadem, nouveau président de l'Assemblée populaire nationale (APN), a entrepris de donner une cohérence au parti au pouvoir et de réduire l'impact du FIS.

Le désenchantement des électeurs du FIS était palpable dès l'automne 1990, car ces communes islamiques qui, promettaient-on, assureraient le logement, le travail et le mariage aux jeunes, n'ont eu aucun effet sur la vie quotidienne. Ces élus, qui devaient régler les problèmes dans les mosquées en présence de tous, se sont retranchés, comme les précédents, derrière les plantons des mairies. Seule différence notable : les privilégiés, bénéficiaires des rares logements et autres aides, étaient tous barbus. Le FIS a tardé à réagir, menant campagne pour que cesse l'étranglement financier des mairies par l'Etat central, soutenant les sinistrés du tremblement de terre de 1989 non relogés, sans reconquérir pour autant la confiance de ses électeurs déçus. Une nouvelle organisation intégriste, Hamas, a même commencé à grignoter ses secteurs modérés.

La guerre du Golfe a permis au FIS, le 17 janvier 1991, de prendre la direction des masses révoltées, malgré les réserves importantes dues à son ambiguïté par rapport à l'Arabie saoudite. Mais sa surenchère militariste, qui a séduit les jeunes, a accouché de milices armées ("armées" seulement de discours sur la "guerre sainte"), impuissantes à affronter Bush. La jeunesse prit alors ses distances.

La grève générale des 12 et 13 mars, appelée par l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) contre la vie chère, a rencontré un succès total ; l'opposition virulente à cette initiative du FIS et du Syndicat islamique des travailleurs (SIT) a profondément et durablement discrédité les islamistes. Prenant la mesure

Au lendemain de l'arrestation d'Ali Belhadj, tribun vénéré des jeunes révoltés des quartiers les plus populaires d'Alger, et d'Abassi Madani, porte-parole et président du Front islamique du salut (FIS), le 30 juin 1991, les intégristes étaient prostrés. Ces personnages quasi mythiques, qui menaçaient de "guerre sainte" et traitaient d'égal à égal avec le régime, pouvaient donc être arrêtés par de simples mortels en uniforme de gendarme sans que le ciel ne tombe sur la tête de Chadli. Epuisés par leurs assauts dispersés et minoritaires à travers les quartiers d'Alger, ébranlés par la mise en cause publique d'Abassi, « *danger pour l'islam et le pays* », lors d'une interview télévisée de membres du Majliss al Choura (1), isolés dans l'opinion publique qui aspire au retour au calme ne voyant aucune issue à la crise, les intégristes sont incapables de riposter et leurs appels à la "guerre sainte" ne sont suivis à Annaba, Mostaganem, M'sila et dans le quartier de Bachdjarah à Alger que de manifestations peu nombreuses et sans efficacité militaire aucune. Les secteurs les mieux préparés ont été démantelés par des perquisitions et des arrestations, comme lors des affrontements du 29 juin au soir à Belcourt, quartier d'Alger baptisé "Kaboul" par les islamistes, fief des radicaux du groupe Takfir Oual Hidjra.

Salhi CHAWKI

du tassement de l'électorat du FIS, Chadli a précipité les échéances, fait voter les lois électorales nécessaires et annoncé, le 3 avril, des élections pour le 27 juin.

Pendant le mois de jeûne du Ramadan (qui a commencé mi-avril cette année), les bandes intégristes de Takfir Oual Hidjra s'en sont pris aux spectacles et aux cités de jeunes filles. Les médias ont alors déclenché une campagne aux arrières-pensées électorales évidentes ; mais, dans une société plutôt traditionaliste et victime d'une paupérisation accélérée, qui se préoccupe vraiment d'aller au spectacle ? Cela n'a effrayé que les couches moyennes. Le FIS a répliqué à la campagne de presse en allant à l'essentiel, en ouvrant ses marchés islamiques exonérés d'impôts, financés par les mairies et tenus par des semi-bénévoles qui cassaient les prix. Mais, avec le scrutin à deux tours, Hamrouche, le Premier ministre de l'époque, n'en avait cure, son découpage électoral, inique, réduisant à néant les espoirs intégristes. Le nombre d'électeurs par siège de député varie de 2 000 à 100 000 selon que l'on ait voté FLN ou FIS ; le Sud et l'extrême-Est sont favorisés et les villes écrasées. En supposant le maintien des

scores du 12 juin 1990, le FLN escomptait entre 198 et 320 députés pour 17 % des électeurs ; et le FIS entre 134 et 265 députés pour 34 % des électeurs. L'incompétence des états-majors politiques, démocrates ou intégristes, avait permis de faire passer, avec l'accord de tous, ce mode de scrutin à deux tours, qui supprime la représentation de tous les partis, réduit le Front des forces socialistes (FFS) à un bastion en Kabylie et au Centre (ses autres voix étant perdues) et assure au FLN un rôle de "dernier recours" contre le FIS,

rassemblant au second tour les deux-tiers de l'électorat sur ses candidats.

La grève du FIS

Le FIS ne pouvait accepter d'aller à la défaite le 27 juin et a donc exigé l'abrogation des lois électorales et la tenue d'élections présidentielles anticipées, sinon... c'est la grève générale a annoncé Madani, poussant le bouchon un peu plus loin.

Il y avait peu de chances qu'un tel mouvement soit suivi, après le grave recul du FIS consécutif à la grève générale de l'UGTA, mais surtout parce que l'opinion était lassée du jeu des partis qui, décidément, n'apportait aucun espoir. Aussi le pouvoir a tenté d'enfermer le FIS dans cette position et le secrétaire général du FLN, Mehri, a interpellé Madani à ce propos lors d'un face-à-face télévisé. L'appel à la grève, le 25 mai, apparaît donc comme un mauvais calcul, comme une fuite en avant de Madani, qui appréhendait notamment son jugement du 26 mai, pour une déclaration diffamatoire. Le résultat en a été dérisoire : 100 grévistes sur 15 000 travailleurs au Com-

1) Il s'agit de la direction du FIS. Elle a perdu environ 20 de ses 35 membres — une dizaine sont en prison et quatre d'entre eux sont en dissidence ouverte.

plexe de véhicules industriels (CVI) de Rouïba, 3 sur 500 dans une entreprise de chimie, etc. Par unité, par dizaines, les militants du FIS quittaient le travail dans l'indifférence générale, à l'exception peut-être des champs pétroliers où une proportion plus importante de travailleurs a suivi la grève. Les marchés islamiques ont fermé, les mairies du FIS aussi, mais les commerçants sont restés ouverts, sauf à Médéa et Tlemcen, villes moyennes de l'intérieur.

Les campus universitaires ont été perturbés, mais une réaction saine, solidaire contre la répression et ferme sur le principe du droit de voter la grève dans des assemblées générales, a fini par isoler les centaines de marcheurs du FIS. Les manifestations ont été très minoritaires mais le pouvoir a exagéré cet échec, voulant à tout prix faire étalage à la télévision de l'impuissance du FIS. Celui-ci a alors changé de tactique et mis sur les marches en fin de journée. Hamrouche a reçu les dirigeants du FIS pour leur accorder quatre places publiques où manifester à Alger, dans le but délibéré de faire monter la tension et d'obtenir le ralliement de l'électorat affolé aux jupons du FLN.

Cela a provoqué un malaise au niveau des masses, qui pardonneront difficilement aux partis démocratiques et aux révolutionnaires leur inactivité et le fait d'avoir abandonné aux intégristes tous les mots d'ordre contre la dictature — les premiers parce qu'ils étaient uniquement préoccupés par leurs campagnes électorales, les seconds parce que, si leur impact médiatique est important, leurs capacités sont dérisoires. Quelques grenades lacrymogènes et les jeunes ont commencé à s'interroger ; lorsque, dans la nuit du 2 juin, la police a entrepris de déloger des manifestants, une partie de la jeunesse a basculé, le mouvement a changé de dimension et de nature ; l'état de siège a été déclaré.

Le 4 juin, alors qu'Hamrouche estimait la situation encore maîtrisable, ses adversaires au sein du FLN ont exigé qu'il décrète l'état de siège — il faut dire que les prêteurs italiens avaient suspendu l'octroi d'un crédit de 7 milliards de dollars à cause de l'instabilité, et que le Fonds monétaire international (FMI) a été le premier à soutenir la proclamation de l'état d'urgence.

La démission d'Hamrouche, sous le prétexte qu'il ne voulait pas « être l'homme de deux politiques » (en réalité, il a refusé de sacrifier ses ambitions en devenant le bouc émissaire de la répression), a

causé une impression de déroute du pouvoir : une grève très minoritaire réussissait à renverser le cabinet, à obtenir des présidentielles anticipées et un gouvernement de coalition. Ces concessions, incompréhensibles après la mise du pays sous férule militaire, ont gonflé de puissance les intégristes et démoralisé le reste de l'opinion, prise à la gorge par l'apparente montée du FIS — notamment les couches moyennes modernistes, qui étaient proches de la panique.

Le "drôle d'état de siège"

Alors que les intégristes, rassurés, plastronnaient, on observait également



une profonde inquiétude au sein des masses populaires. Pourtant, l'état de siège s'est installé sans réaction de la population et de la jeunesse, contrairement à ce qui s'était passé en octobre 1998, où il avait donné le signal de la révolte. Paradoxalement, il rassure les intégristes eux-mêmes car il signifie la fin des affrontements, et donc du risque d'y laisser sa peau.

Très vite cependant, le pouvoir essaye d'effacer cette impression de déroute, annonçant tout d'abord que l'état de siège allait durer, puis livrant une guérilla de communiqués et de mesures contre le FIS : Belhadj a été mis en cause dans l'affaire d'un ressortissant français islamiste (Didier Roger Guyan), qui aurait introduit des armes et des explosifs en Algérie ; les municipalités ont été sommées de supprimer leurs pancartes « mairies islamiques » ; les meetings du vendredi dans les mosquées ont été régulièrement dénoncés et menacés par des communiqués inquiétants des autorités militaires. Mais toutes ces mesures ont fait apparaître le pouvoir comme velléitaire car elles n'ont pas été suivies d'effet : malgré la lourdeur des accusations, Belhadj n'a pas été inculpé ; les maires remettaient dans la journée les pancartes enlevées la nuit par les militaires ; et chaque vendredi, malgré

le déploiement des chars, les meetings intégristes se tenaient, avec des appels désormais réguliers à la "guerre sainte".

Le FIS semblait indestructible et hors d'atteinte, alors que les meetings du FFS étaient déjà interdits avant l'état de siège et que le Parti socialiste des travailleurs (PST) était mis en demeure de ne pas tenir un meeting à Bejaïa, que son local d'Oran était perquisitionné après une diffusion de tracts, et ses responsables de Bejaïa interrogés après un collage d'affiches.

On a également assisté à un tournant religieux du discours officiel : chaque ministre ou responsable s'est mis à user et abuser de formules rituelles et de versets coraniques, contribuant à faire monter l'inquiétude de la population.

L'arrestation de Belhadj et de Madani a été le premier geste d'autorité du pouvoir — dans la phase précédente, sa politique avait jeté les hésitants dans les bras de ceux qui semblaient être les plus forts, les intégristes. Mais c'est une triste victoire que celle de l'armée : en faisant des intégristes les seules victimes de la répression, et les seuls capables de tenir la rue durant toute une période, elle prépare un autre raz-de-marée intégriste à court ou moyen terme, quand les réformes libérales du FLN seront appliquées et que la misère et le désespoir auront encore augmenté.

Quels démocrates ?

Les partis démocratiques se succèdent, ridicules, dans l'antichambre du nouveau chef de gouvernement, Ghazali, auquel ils font allégeance. Ils acceptent l'indignité de se plier au régime et bredouillent des déclarations abstraites, alors qu'ils sont interdits de manifestation et astreints au couvre-feu. Le PST, seule organisation à refuser cette démarche, apparaît totalement étranger à la communauté des partis agréés par Chadli et continue à demander la levée de l'état de siège (voir encadré, p. 5) ; à cause de cette attitude, il s'est attiré les foudres du pouvoir. Les partis démocratiques soutiennent ce curieux "gouvernement de coalition" qui ne rassemble que... des membres du FLN ! Ils se regroupent pour soutenir cet énième cabinet FLN depuis l'Indépendance, dont le Premier ministre les traite, d'ailleurs, de haut en les mettant en demeure de se prononcer en sa faveur, contre le FIS.

L'attitude des partis démocratiques à l'égard de l'état de siège est hésitante et, le plus souvent, ils se prononcent pour les chars. Ben Bella, le 19 juin, date anniversaire du coup d'Etat où l'armée l'a ren-

versé, a salué cette dernière, qui serait « au-dessus de tous et composée de gens honnêtes », et a timidement suggéré qu'on aille vers la levée de l'état de siège, comme le demande tout aussi timidement Aït Ahmed du FFS, qui a eu au moins le mérite de le dire ouvertement. A part la Ligue de défense des droits de l'homme de maître Ali-Yahia et le PST, personne n'exige clairement la levée de l'état de siège sauf, bien sûr, Louiza Hanoune du Parti des travailleurs (PT, organisation du courant lambertiste) — mais elle est terriblement compromise avec le FIS depuis sa visite à Abassi Madani et à cause de son soutien à la grève des islamistes, feignant d'ignorer ses objectifs proclamés de « République islamique ». Il suffit donc apparemment de réclamer le départ de Chadli pour recevoir le soutien du Parti des travailleurs, qui a été jusqu'à présenter la grève minoritaire du FIS comme celle du « peuple ». D'ailleurs, Louiza Hanoune, rejetée dans l'opinion, est une héroïne dans les milieux intégristes ; à chacun son camp... Quant au Parti de l'avant-garde socialiste (PAGS, Parti communiste algérien) passablement décomposé, il joue les « harkis » (2), demandant l'interdiction du FIS et s'interdisant donc à lui-même toute activité dans les quartiers populaires.

Les volte-face des intégristes

Les contradictions des positions d'Abassi Madani et l'incohérence de sa résistance à l'état de siège ont pourtant fini par user sa crédibilité. En effet, les parents des victimes ne lui ont pas pardonné d'avoir envoyé des jeunes à l'abattoir et ses partisans ne pouvaient plus accepter ces affrontements très minoritaires qui durent sans rime ni raison, en l'absence apparente d'un plan cohérent et de perspectives.

Madani a tout d'abord soutenu le gouvernement Ghazali, confirmant, y compris, ce soutien après la mise en cause de Belhadj dans le complot avec l'étranger — puis, tout d'un coup, il a demandé la levée de l'état de siège, quelques jours avant son arrestation. Ces incohérences se sont soldées par une perte de crédibilité et un discrédit qui ont permis l'arrestation de Belhadj, précédée de la liquidation de l'appareil du FIS et de l'arrestations de ses cadres intermédiaires, ce qui a permis une grande efficacité de cette action et expliqué l'absence quasi-totale de réactions et de solidarité avec les islamistes.

Les médias occidentaux évoquent trop facilement le spectre du coup d'état militaire : pourquoi les militaires algériens fomenteraient-ils une action de ce type alors que les généraux sont au pou-

Contre l'état de non-droit

Voici la plus récente en date des déclarations du Parti socialiste des travailleurs (PST) algérien.

« Notre opposition aux projets politiques de MM. Belhadj et Madani, à leurs méthodes, à leurs actions récentes ne nous empêche pas de considérer leurs arrestations comme entachées par le fait qu'elles se déroulent durant l'état de siège, c'est-à-dire durant un état de non-droit. Il existe suffisamment de lois et d'institutions répressives qui permettent de prendre en charge toutes les atteintes aux droits des citoyens. Il faut lever l'état de siège qui ne signifie pas seulement l'intervention de l'armée pour des opérations de police, mais plutôt la suspension des droits démocratiques concédés et des garanties accordées en matière de droits de l'homme. L'état de siège interdit aux travailleurs, aux masses populaires et aux partis de se réunir et de s'exprimer hors des canaux balisés par les autorités militaires. Il faut laisser le libre débat de tous les citoyens, de tous les courants sans exclusive. Il n'y a pas de solution policière à un débat politique.

» M. Ghazali a reconnu, le 27 juin, qu'il ne dirige pas une commission électorale mais bien un gouvernement. Son programme pour gouverner ce sont les réformes libérales anti-populaires, celles de Hamrouche. Son pouvoir c'est la continuité du régime en place depuis 1962 ; l'approbation de son programme par l'Assemblée populaire nationale (APN) du FLN ne lui donnera aucune légitimation supplémentaire. Faut-il alors solliciter cette APN pour voter une quatrième version de la loi électorale ? Non ! Il faut élire à la proportionnelle une assemblée constituante souveraine, une assemblée de représentants du peuple qui proposeront une Constitution et des lois électorales et économiques qui correspondent aux aspirations des masses. » ★

Alger, 1er juillet 1991

voir depuis le coup d'Etat de l'armée des frontières, à l'été 1962 ? L'ouverture démocratique concédée après les événements d'octobre 1998 ne sera pas remise en cause, car elle est nécessaire pour attirer la confiance des impérialistes. En outre, c'est une façon de gouverner beaucoup plus stable et efficace par sa souplesse que la dictature militaire. Le régime n'aurait eu recours à une telle solution extrême que s'il avait été sérieusement ébranlé. Or cela n'a pas été le cas, même si l'on a craint un moment qu'un début de déstabilisation de la base de l'armée par le FIS ne finisse par rendre inefficaces les forces de répression du régime et provoque l'écroulement de l'armée de Chadli. Cela n'aurait pas été un phénomène révolutionnaire, car le FIS est une force réactionnaire, mais cela aurait constitué une chance historique pour cette minorité d'intégristes, désireux d'imposer un ordre rétrograde qu'il faut combattre.

Aujourd'hui il faut s'attendre à une ouverture économique plus importante. « Plus de demi-mesures » titrait le 2 juillet, *L'Horizon*, le quotidien du soir. La laborieuse ouverture de juillet 1990 aux concessionnaires étrangers, qui leur permettait de vendre en devises contre des promesses d'investissement, a été dépassée en février 1991 par la libéralisation totale, du moins sur le papier, du commerce extérieur. Il faut s'attendre à ce que, pour faire honneur aux prêts des banquiers japonais, italiens, ou français qui se bousculent auprès du gouvernement Ghazali, l'ouverture soit encore plus accentuée. Les entreprises locales en faillite, tenues à bout de bras pour six mois seulement, le temps de passer les échéances législa-

tives, connaîtront certainement de sérieuses difficultés. L'ouverture du commerce extérieur entraînerait l'écroulement du textile, de la chaussure et des industries de transformation. Le gouvernement a promis que cette ouverture ne saperait pas l'outil industriel national — mais il n'y a pas de solution à la quadrature du cercle. L'écroulement délibéré du pouvoir d'achat, à travers la dévaluation administrative du dinar décidée par le pouvoir et par les réformes fiscales injustes pour les masses, provoque une paupérisation accrue. On prévoit 4 millions de chômeurs et des lendemains sombres après les élections. Comment le régime actuel pourrait-il survivre sans s'insérer encore un peu plus dans le giron impérialiste, en sabordant tous les efforts d'industrialisation nationale, alors que la déstabilisation récente l'a contraint à quêmander davantage de soutien aux impérialistes ?

Il faut se garder de penser que les intégristes sont hors jeu, au contraire. Le FIS, momentanément déstabilisé, était le seul parti inséré dans les secteurs populaires, en l'absence d'alternative socialiste ou populiste et encore moins démocratique. Demain, après-demain, lorsque la misère des réformes libérales deviendra apparente, un autre parti du désespoir, qui ne s'appellera pas forcément FIS, risque de reprendre en charge la révolte de la jeunesse. ★

3 juillet 1991

2) Les harkis sont les Algériens membres de l'armée française lors de la guerre de libération d'Algérie qui se sont battus aux côtés des Français contre le FLN.

* L'Algérie dans *Inprecor*, voir en page 2.

Pas de répit au pays du "matin calme"

Le Parti démocrate-libéral, au pouvoir, a remporté les élections locales du 21 juin 1991 ; il contrôle 564 des 866 sièges. Le Nouveau parti démocrate, opposition bourgeoise n'a obtenu, lui, que 165 sièges. Pourtant, le printemps avait été "chaud"...

Le 24 mai, le président sud-coréen Roh Tae-woo avait nommé un nouveau Premier ministre et remanié le gouvernement. Après plusieurs semaines de fermeté à l'égard des mouvements oppositionnels, il avait finalement été obligé de céder. C'était la réponse à une vague croissante de mobilisations étudiantes, déclenchée par la mort sous la torture, le 26 avril, de Kang Kyung-dae, un étudiant âgé de vingt ans arrêté par la police lors d'une manifestation.

Enzo TRAVERSO



LA BRUTALITE de la répression policière, la radicalisation du mouvement étudiant et l'augmentation alarmante des victimes de l'intransigeance gouvernementale ont à nouveau plongé le

pays dans le chaos et dans une spirale de violence qui ne pouvait continuer au risque de déstabiliser en profondeur le régime — une nouvelle fois, Séoul et les principales villes du pays ont été le théâtre d'affrontements sanglants entre plusieurs dizaines de milliers, voire quelques centaines de milliers, de manifestants et les unités spéciales anti-émeutes.

Selon l'estimation unanime de la presse internationale, les mobilisations étudiantes de ces dernières semaines ont été les plus importantes depuis l'accession au pouvoir de Roh Tae-woo, il y a quatre ans, après les premières élections libres suite à la chute du régime militaire de Chun Doo-hwan (1). Cette fois-ci, la révolte était alimentée en premier lieu par la mort successive de huit étudiants, qui s'étaient immolés par le feu pour protester contre l'absence de libertés et demander la démission du Premier ministre, considéré comme le principal responsable de la répression policière.

Le prestige international du gouvernement sud-coréen et de son président semble être à la hausse depuis trois ans, grâce à l'image de modernité diffusée lors des Jeux olympiques de Séoul de 1988 ;

aux marges de manœuvre d'autant plus importantes que le nouveau rang économique du pays peut permettre à un régime traditionnellement totalement inféodé aux Etats-Unis aux difficultés croissantes — économiques et politiques — de la Corée du Nord à la suite des événements de 1989 en Europe de l'Est ; et, enfin, grâce à une habile politique étrangère qui a permis à Séoul de rétablir les relations diplomatiques et de développer des échanges commerciaux intensifs avec l'URSS et tous ses anciens alliés.

Des airs de "grande puissance"

La visite de Roh Tae-woo à Moscou, en décembre 1990, qui a débouché sur un accord prévoyant un prêt à l'URSS de 3 milliards de dollars, a même fait apparaître le président sud-coréen comme le leader d'une grande puissance (ce qui, évidemment, est loin d'être le cas). Les relations inter-coréennes ont connu une mutation profonde au cours des trois dernières années à l'avantage de Séoul, comme le montre la récente décision de Pyongyang d'abandonner son opposition à une admission simultanée des deux Corée aux Nations Unies, afin d'éviter une entrée unilatérale de Séoul (2).

Cependant, ce prestige international accru s'accompagne d'une instabilité permanente à l'intérieur du pays, où la tension politique demeure forte. D'une part, en Corée du Sud, personne n'a oublié que, en sa qualité de général de l'armée, Roh Tae-woo participa au coup d'Etat militaire qui porta au pouvoir Chun Doo-hwan (l'ancien dictateur et un des person-



nages les plus haïs de toute l'histoire de la Corée moderne), en 1980. D'autre part, les mouvements sociaux — ouvrier et étudiant — risquent d'exploser à tout moment et maintiennent un haut niveau de mobilisation. Le projet (très similaire à celui mis en œuvre dans plusieurs pays latino-américains) de faire de la Corée du Sud un régime démocratique sous tutelle militaire (3), peut s'appuyer sur un niveau de vie élevé mais se heurte à des tensions sociales constantes.

Un mouvement étudiant divisé

Très respectés et souvent considérés comme l'incarnation de la conscience nationale, dans un pays où les lettrés (*Sa*) constituaient traditionnellement une sorte de "caste" située au sommet de la hiérarchie sociale, les étudiants ont toujours été à l'avant-garde de la lutte pour la démocratie : de 1960, lorsqu'ils firent tomber le régime militaire de Syng Man-reeh, jusqu'en 1987, où leur action fut le détonateur d'une vaste mobilisation sociale qui imposa la fin du régime corrompu de Chun Doo-hwan et le passage à un système politique plus démocratique.

Traversé aujourd'hui par différents courants qui couvrent tout le spectre de la gauche — de la social-démocratie au trotskysme, en passant, bien sûr, par la pensée du maréchal Kim Il-sung — le mouvement étudiant semble plus ou moins converger autour de quelques revendications majeures, telles le respect de la démocratie et la libération des nombreux prisonniers politiques, le retrait des troupes américaines (40 000 soldats) qui stationnent dans le pays depuis la fin de la guerre civile et qui sont unanimement perçues comme le symbole d'une ancienne dépendance "coloniale" de plus en

1) *International Herald Tribune*, 30 avril 1991, et *Le Monde*, 15 mai 1991.

2) Voir *Inprecor* n° 303 du 23 février 1990 et également *Le Monde*, 29 mai 1991.

3) Voir Bruce Cummings dans la *New Left Review* de février 1989 et Daniel B. Schirmer, "Korea and Philippines. A Century of US Intervention", *Monthly Review*, n° 1, 1991.

plus insupportable et, enfin, la réunification de la péninsule.

Sans être ni dirigé ni manipulé par Pyongyang, en dépit d'un certain nombre de liaisons indéniables, un courant important du mouvement étudiant se réclame de la pensée du *djoutche* ("l'identité", doctrine nationale nord-coréenne depuis 1955) et regarde le régime installé au nord du 38e parallèle comme un modèle de libération nationale. Ce courant prône une idéologie fondée sur un mélange hétéroclite de marxisme et de confucianisme, débouchant sur une forme de nationalisme non dépourvue d'accents xénophobes, qui confond l'identité nationale coréenne avec le culte de la personne de Kim Il-sung.

L'exaltation populiste des masses (de peuple, *minjoug*) et la mystique nationale qui imprègnent ce courant, probablement le plus important au sein de la gauche radicale, sont soutenus par la combativité extrême, le courage et la détermination dont les étudiants ont fait preuve. Cela n'est qu'un élément qui explique leurs formes de protestation, parmi lesquelles l'immolation de plusieurs étudiants, dont huit sont morts jusqu'à présent. Cette pratique est issue d'une tradition bouddhique toujours vivante (bien que moins forte que dans d'autres pays asiatiques) qui résiste à la modernisation et à la sécularisation de la société et qui exalte l'idée de sacrifice. Mais cette forme de protestation s'explique surtout à la lumière de l'histoire du mouvement ouvrier sud-coréen, dont la parabole ascendante a été marquée, en 1970, par l'immolation de l'ouvrier de Séoul, Choun Tae-il, qui voulait ainsi lancer un cri de protestation contre les conditions de vie et de travail du prolétariat sud-coréen.

A côté de ce courant, appelé Libération nationale (NL), qui place au centre de son activité le mot d'ordre de la réunification nationale, il y en a un autre qui donne la priorité au soutien des luttes ouvrières et souligne l'importance des contradictions sociales en Corée du Sud. Ces deux courants, dont les origines remontent désormais à une trentaine d'années, se sont montrés capables de mobiliser en permanence plusieurs milliers d'étudiants, mais ils exercent aussi une influence culturelle considérable. Une large partie de l'*intelligentsia* sud-coréenne se réclame aujourd'hui du marxisme, dont les ouvrages remplissent les librairies de Séoul et Pusan. Comme c'était le cas en Europe de l'Ouest après 1968, elle est plurielle et très hétérogène, se réclamant de traditions différentes et se nourrit d'une culture révolutionnaire dans laquelle on trouve le meilleur et le pire, de Walter Benjamin à Kim Il-sung. Publiée clandestinement,

une *Anthologie* des écrits du maréchal nord-coréen connaît toujours une très large diffusion et peut facilement être achetée sur tous les campus universitaires. En revanche, depuis la suppression (presque totale) de la censure, il y a trois ans, on trouve en traduction coréenne pratiquement l'ensemble de la tradition de pensée marxiste dans les librairies, de Marx à Trotsky, de Rosa Luxemburg à Lukacs, de Gramsci à Marcuse, de l'École de Francfort à la *New Left Review*, d'Althusser à Mandel. Il est intéressant de noter que les écrits de Simone Weil sur la condition ouvrière restent un best-seller en Corée du Sud (grâce aussi à son exemple d'intellectuelle révolutionnaire qui fit le choix de travailler à l'usine).

Les geôles sont pleines

Un des éléments qui contribuent à maintenir élevé le niveau de mobilisation politique (non seulement des étudiants mais, en général, de l'opinion publique démocratique) est le très grand nombre de prisonniers de conscience qui gisent dans les geôles sud-coréennes. Comme c'était prévisible, la pratique du gouvernement de Roh Tae-woo a été aux antipodes de ses déclarations du printemps 1987, lors de la campagne électorale qui le porta au pouvoir. A l'époque, il avait affirmé que « la sécurité nationale ne sera plus un prétexte pour limiter la liberté et les droits de l'homme dans ce pays ». Aujourd'hui, 398 détenus, soit 32 % du nombre total des prisonniers politiques, ont été arrêtés grâce à la loi sur la sécurité nationale, imposée il y a quarante ans pour mettre le mouvement communiste dans l'illégalité et empêcher toute forme de solidarité avec la Corée du Nord. Globalement, il y a aujourd'hui en Corée du

Sud environ 1 300 prisonniers politiques, soit une moyenne de 3,7 arrestations par jour depuis le mois de février 1988, date à laquelle l'ouverture démocratique a laissé la place à une nouvelle vague répressive. Il s'agit, dans la grande majorité des cas, d'étudiants (567) et d'ouvriers (430).

Une répression sélective

On compte parmi eux les principaux dirigeants et activistes du mouvement étudiant (Chondaehyup), du mouvement pour la réunification nationale (Chunminryun) et surtout des nouveaux syndicats (fédérés à l'échelle nationale dans l'organisation Chonohyop) (4).

Il faut aussi signaler la présence, parmi les prisonniers, de 151 communistes déclarés qui n'ont jamais voulu renier leurs idées et dont certains sont incarcérés depuis plusieurs décennies (leur situation est constamment dénoncée par Amnesty International dans son rapport annuel). En fait, ce nombre de 1 300 prisonniers n'est que la pointe de l'iceberg de la répression, car il faut y ajouter les centaines de militants arrêtés pour des périodes plus limitées lors de manifestations de rue ou d'affrontements avec la police : en 1990, par exemple, plus de 500 étudiants ont été arrêtés pour avoir lancé des cocktails molotov (une pratique désormais beaucoup plus populaire que les arts martiaux du *taekoundo* dans la jeunesse).

Il est aussi significatif de noter que l'ampleur de la protestation a fini par ébranler les unités spéciales anti-émeutes, parmi lesquelles 22 soldats ont été arrêtés pour avoir refusé de participer à des actions répressives.

La lutte pour la libération des prisonniers de conscience a été au centre de la scène politique sud-coréenne à la suite de la condamnation, au début de l'année dernière, de Im Su-kyong, une jeune étudiante âgée de vingt-deux ans, et du révérend Moon Ik-hwan, âgé de soixante et onze ans, coupables de s'être rendus en Corée du Nord pour prôner la réunification du pays. Une fois rentrés à Séoul, où ils savaient ne pas pouvoir échapper aux sanctions de la loi sur la sécurité nationale, leur arrestation suscita un immense émotion (5). Le régime de Roh Tae-woo ne pouvait que les condamner, tout en sachant que cela en ferait des héros nationaux. Ils ont donc été condamnés à dix ans de prison ; mais leur procès a provoqué d'imposantes mobilisations de solidarité et la sentence a été réduite à cinq ans.

La répression a profondément touché



4) Voir *Korea Report. News and Analysis of Korean Affairs*, n° 1, Washington, 1990 et *Inprecor* n° 309 et 319 des 18 mai et 23 novembre 1990.

5) Voir *Inprecor*, n° 303 du 23 février 1990.

Programme de Chonohyop

1. Nous luttons pour des augmentations salariales et pour une semaine de travail de 44 heures, c'est-à-dire pour une vie plus décente.
2. Nous luttons pour supprimer les discriminations salariales basées sur l'occupation, le sexe et le niveau des diplômes. Nous demandons un système fondé sur le principe de l'égalité du salaire à égalité de travail.
3. Nous luttons pour la garantie de l'emploi, pour empêcher les licenciements arbitraires et pour assurer des allocations décentes ainsi qu'une formation professionnelle aux chômeurs.
4. Nous luttons pour améliorer les conditions de travail, afin d'empêcher les accidents et les maladies professionnelles.
5. Nous luttons pour le droit des travailleurs à s'organiser librement et à avoir des contrats collectifs.
6. Nous luttons dans l'unité contre le gouvernement et la répression patronale à l'égard d'un mouvement ouvrier.
7. Nous luttons pour obtenir des logements décentes, pour que tout le monde puisse accéder à l'éducation, pour la sécurité sociale, pour la stabilité des prix, pour protéger l'environnement, pour une amélioration des services sociaux et pour une réforme du système fiscal.
8. Nous luttons contre les discriminations sexuelles et pour le droit à la maternité [les congés maternité, ndr].
9. Nous luttons pour défendre la culture populaire et la préserver des influences culturelles étrangères néfastes [référence à l'américanisation du pays, ndr].
10. Nous luttons pour assurer à tous les Coréens la liberté d'expression, de réunion, d'association, pour la liberté de manifester, pour la liberté de la presse et pour tous les autres droits fondamentaux.
11. Nous luttons sur la base de la solidarité avec les autres forces populaires pour la démocratie, l'indépendance et la réunification de notre mère-patrie.
12. Nous luttons pour la paix au niveau mondial, en développant la solidarité internationale des travailleurs. ★

le mouvement ouvrier. Au début 1990, le congrès de fondation de Chonohyop, réuni à Souwon, dans la banlieue industrielle de Séoul, avait été dissout par la police qui arrêta plusieurs de ses dirigeants.

Un an de syndicalisme indépendant

Un an et demi plus tard, ce syndicat peut considérer comme un succès important le fait de s'être maintenu, en dépit de la répression qui l'a si durement frappé. Il organise aujourd'hui 190 000 ouvriers regroupés en 14 fédérations régionales, comprenant plusieurs syndicats de catégorie. Il reçut son baptême du feu quelques mois après sa création, lors de la grève d'une des plus grandes entreprises sud-coréennes, les chantiers navals Hyundai d'Ulsan, où ses militants jouèrent le rôle de direction et d'organisation qui permit aux ouvriers de tenir tête pendant deux semaines à 18 000 policiers armés (6). Cette grève reçut le soutien d'environ 200 000 ouvriers de tout le pays.

Chonohyop demeure une force minoritaire au sein du mouvement ouvrier, où ses membres ne représentent qu'une petite fraction de la force de travail (environ 10 millions de salariés) et moins d'un tiers des effectifs de la principale centrale syndicale (la Federation of Korean Trade Unions, FKTU, modérée, reconnue par le gouvernement). Ce qui a permis à Chono-

hyop de se maintenir, en dépit de l'arrestation de la quasi totalité de son groupe dirigeant, c'est surtout son enracinement, fruit de sa détermination et de son militantisme, dans les principaux bastions du mouvement ouvrier, au cœur des concentrations industrielles du pays.

Au cours de l'année 1990, ses militants ont remplacé les anciens délégués d'entreprise lors des élections syndicales, qui se sont déroulées dans quelques unes des plus grandes sociétés sud-coréennes, comme les chantiers navals et les usines automobile Daewo. Ce phénomène devrait s'étendre au cours de cette année.

Chonohyop est donc un syndicat d'avant-garde, minoritaire mais désormais capable de diriger les luttes des secteurs structurellement plus forts et politiquement plus combatifs du mouvement ouvrier. Bien que toujours frappées par la répression, ces organisations ont désormais obtenu une légitimation auprès de l'ensemble des travailleurs qui a obligé les directions des entreprises à les reconnaître malgré l'attitude intransigeante du gouvernement.

Chonohyop est le produit d'une nouvelle génération ouvrière, née avec le "miracle" économique sud-coréen, formée par les luttes des années 80 et radicalisée par le combat contre la dictature mi-

litaire de Chun Do-hwan. En général, l'âge moyen de ses dirigeants tourne autour de trente ans. C'est une classe ouvrière jeune, qui a connu une répression très dure mais qui n'a jamais subi de défaite majeure. Au contraire, elle a été capable d'arracher des conquêtes importantes concernant les salaires (des augmentations de l'ordre de 20 % par an depuis 1987), la journée de travail (qui a été réduite) et les conditions de travail (pour faire face à la tragédie de 15 000 morts dans des accidents au cours de la dernière décennie, dont 2 236 en 1990) (7).

Femmes et syndicalistes

Les femmes sont nombreuses au sein de Chonohyop, qui a intégré dans son programme les revendications du "droit à la maternité" (une période de congé payé après l'accouchement, durant laquelle l'employeur ne peut pas licencier les travailleuses) et de l'abolition de toute discrimination sexuelle (aujourd'hui, la grande majorité des travailleuses sont des jeunes femmes célibataires, dont les salaires sont encore considérablement inférieurs à ceux des hommes, à travail égal).

Concentrées essentiellement dans le textile et dans l'électronique, les femmes forment la couche la plus exploitée de la classe ouvrière sud-coréenne : on estime que 98 % des ouvrières travaillent au-delà des limites fixées par la loi (41,5 % plus de 9 heures et 22,5 % plus de dix heures par jour). Cela provoque des maladies professionnelles comme l'anémie, qui touche 12,7 % des femmes travaillant à l'usine (8).

Les bastions de Chonohyop sont donc les très grandes entreprises du pays, qui ont été le théâtre des luttes les plus dures au cours de ces dernières années. Pour ne donner que quelques exemples, les syndicats fédérés dans Chonohyop organisent 20 000 ouvriers dans l'industrie sidérurgique de Pohang ; 19 500 dans les chantiers navals Hyundai d'Ulsan ; 13 500 dans les usines automobile Daewo d'Incheon, dans la banlieue de Séoul ; 10 150 dans les chantiers navals de Daewo, à Geoje (9). Dans leur ensemble, 16 syndicats de très grandes entreprises fédérés dans Chonohyop, rassemblant au total 109 000 travailleurs, ont organisé, le 9 décembre 1990, une



6) Voir *Inprecor*, n° 309, mai 1990.

7) Voir la revue pro-gouvernementale *East Asian Review. Korea and World Affairs*, n° 4, 1990.

8) *Korea Labor, KRIC Monthly Newsletter*, Séoul, n° 4, décembre 1990.

9) *Korea Labor*, op. cit.

conférence afin de créer une coordination nationale.

Ils ont décidé de lancer une campagne nationale autour de quatre axes fondamentaux : la création d'un mouvement unitaire contre la législation anti-grève et la répression antisyndicale ; la défense de l'unité et de l'indépendance du mouvement syndical démocratique ; le renforcement des initiatives de solidarité entre les syndicats des grandes entreprises dans les différentes régions du pays ; l'encouragement d'un mouvement social autour de revendications qui ne sont pas directement liées à la vie des entreprises mais qui concernent les services et la qualité de la vie (transports, crèches, sécurité sociale, etc.). Le dirigeant de cette nouvelle coordination nationale, Paek Sun-hwan, président de Chonohyop aux chantiers navals d'Hulsan, est âgé de 31 ans. Bien que déclarée illégale et menacée de dissolution par le gouvernement, cette fois-ci, la conférence a pu se dérouler régulièrement.



Une économie concentrée

L'importance de cette coordination apparaît de façon évidente lorsque l'on regarde la structure de l'économie sud-coréenne, qui est sans doute l'une des plus concentrées du monde. Quelques grands conglomérats (*chaebol*), dans lesquels on trouve plusieurs entreprises couvrant pratiquement toutes les branches de la production, contrôlent toute l'économie de la péninsule. En 1990, les ventes globales des produits des quatre principaux *chaebol* (Samsung, Hyundai, Lucky Goldstar et Daewo) atteignaient le chiffre de 135 milliards de dollars, soit plus de la moitié du Produit national brut (PNB) sud-coréen (10).

La concentration extrême de l'économie, bâtie autour de quelques grands conglomérats, qui ont connu une énorme extension dans les vingt-cinq dernières années, constitue l'un des problèmes majeurs que la Corée du Sud devra résoudre dans l'avenir immédiat. Le développement horizontal et extensif des *chaebol* en fait des structures économiques assez fragiles, incapables de faire face à une concurrence internationale de plus en plus aiguë. Pour garder sa place sur le marché mondial, la Corée du Sud doit diversifier sa production et en améliorer la qualité, ce qui implique un développement du niveau technologique actuel.

Le miracle économique du "dragon sud-coréen" était largement fondée sur l'industrie lourde et sur d'autres secteurs à basse intensité de capital, qui ont permis la création de secteurs économiques plus avancés. Grâce à des mesures protectionnistes draconiennes, ces produits ont pu couvrir totalement le marché intérieur (où voitures, télécommunications et électronique sont tous rigoureusement *Made in Korea*) mais sont encore loin de pouvoir s'imposer sur le marché mondial.

D'autre part, l'existence de très grandes concentrations industrielles favorise l'organisation et l'extension rapide des luttes ouvrières, comme l'expérience de ces dernières années l'a aisément démontré. Si les grèves de Hyundai et Dae-wo s'étendent aux entreprises de quelques autres *chaebol*, toute l'économie sud-coréenne peut être immédiatement paralysée.

Voilà ce qui explique les conquêtes salariales foudroyantes des travailleurs sud-coréens pendant ces trois dernières années. Après la chute de la dictature militaire et l'élargissement du marché intérieur à cause du développement économique atteint par le pays, la "question ouvrière" ne peut plus être résolue, comme auparavant, tout simplement par la répression. Dans ce contexte, les conglomérats qui avaient assuré le miracle économique révèlent toutes leurs faiblesses.

Il s'agit d'ailleurs de problèmes auxquels l'industrie des pays occidentaux a déjà été confrontée. Tant aux Etats-Unis (Ford et General Motors à Detroit) qu'en Europe (Fiat à Turin), les groupes industriels plus importants tendent à réduire les très grandes concentrations productives. Le gouvernement sud-coréen exerce actuellement de fortes pressions sur les *chaebol* pour les convaincre de se spécialiser dans des domaines différents et de réduire leurs concentrations. Or, la nécessité d'une restructuration commence à devenir pressante, car le taux de croissance économique de la Corée du Sud — tout en demeurant très élevé par rapport aux standards des pays capitalistes plus développés de l'Occident — connaît un déclin constant depuis trois ans (il devrait atteindre entre 3 et 7 % en 1991, selon différentes estimations). La croissance des exportations, longtemps au cœur du boom sud-coréen, était de 36 % en 1987, de 28,4 % en 1988, mais elle est tombée à 3 % en 1989 et 1990 (11). Pour cette année, le gouvernement se donne le but

de limiter l'augmentation du salaire minimum à 12,3 %, alors que les syndicats demandent une augmentation de 19 % (12).

Le Parti populaire

Evidemment, rien de comparable au Parti des travailleurs (PT) brésilien n'existe actuellement en Corée du Sud, mais la naissance de Chonohyop a déjà été suivie, en novembre 1990, par la création du Parti populaire (Minjoundang), qui constitue une expression politique du nouveau mouvement ouvrier indépendant. Il est appuyé par le mouvement étudiant et surgit à partir d'une vague de luttes comme le PT.

Son leader, Jon Ki-piong, jouit d'une grande popularité dans le pays et tous ses dirigeants — parmi lesquels se trouvent de nombreux cadres ouvriers mais aussi des étudiants et des intellectuels — ont déjà séjourné à plusieurs reprises dans les prisons sud-coréennes. La méfiance manifestée jusqu'à présent par le courant djoutchéen à l'égard du Parti populaire (les militants nationalistes appuient Minjoundang sans y adhérer), qui revendique, bien sûr, la réunification nationale mais ne la place pas au centre de son programme, pourrait préserver son indépendance (son programme reprend les lignes générales de celui de Chonohyop — voir encadré en p. 8). Tout en s'appuyant sur les syndicats, il rassemble différentes sensibilités politiques : on y trouve, entre autres, non seulement des secteurs de la gauche et de l'*intelligentsia* marxiste (dans leurs différentes composantes), qui demeurent minoritaires, mais aussi des courants chrétiens (surtout catholiques), du mouvement paysan, des associations de femmes et des militants de la gauche du mouvement pour les droits civiques, qui dénoncent la censure et luttent pour la libération des prisonniers politiques.

Minjoundang est encore un parti en formation, mais ses militants discutent déjà de la possibilité de participer aux prochaines élections avec des listes indépendantes. Apparemment, le Parti populaire n'a pas encore précisé son attitude à l'égard de Kim Dae-jung, le principal leader de l'opposition libéral-démocratique, la seule force d'opposition au régime présente aujourd'hui dans le Parlement sud-coréen. ★

20 juin 1991

10) *Financial Times*, 10 avril 1991.

11) *Financial Times*, 10 avril 1991.

12) *Korea Labor*, op. cit.

Les travaux d'Aristide

Dechoukay, balewouze et lavalas, voilà trois mots de créole qu'il vaut mieux connaître pour comprendre la situation en Haïti. Le *dechoukay* consiste à enlever la souche des arbres. Ce terme a été utilisé, lorsqu'au moment du départ de Duvalier, les masses se sont attaquées aux symboles du duvaliérisme et ont fait la chasse aux tontons-macoutes. Le *dechoukay* fut interrompu par l'intervention de l'armée, qui protégea les chefs tontons-macoutes, et de la hiérarchie catholique qui lança un appel à la réconciliation nationale. *Balewouze* c'est balayer après avoir arrosé le sol afin de pouvoir ramasser toute la poussière. Ce terme fut employé par Jean-Bertrand Aristide et plusieurs organisations populaires à l'automne 1987, avant les élections qui devaient se tenir le 29 novembre et que militaires et duvaliéristes interrompirent par un bain de sang. *Balewouze* signifiait : avant de pouvoir parler d'élections, il faut commencer par faire le grand nettoyage des tontons-macoutes. Le *balewouze* n'eut pas lieu, mais il s'est passé quelque chose qui lui a ressemblé. En effet, à la suite des agressions perpétrées par des militaires, des dizaines de milliers de personnes constituèrent des brigades d'autodéfense pour protéger les quartiers populaires de la capitale durant la semaine précédant les élections du 29 novembre 1987. L'armée mit fin par la force à leur action. *Lavalas* est le torrent en crue qui emporte tout sur son passage. En octobre 1990, Jean-Bertrand Aristide avait placé sa campagne électorale sous le signe de *lavalas* (1).

Arthur MAHON



CE TORRENT a déferlé deux fois dans les rues de Port-au-Prince. Le 16 décembre 1990, la mobilisation des quartiers populaires a empêché les tentatives de fraude lors des élections. Dans la nuit

du 6 au 7 janvier 1991, lorsque la radio a annoncé la tentative de coup d'Etat perpétrée par Roger Lafontant, un ancien ministre de l'Intérieur de Duvalier, la population de la capitale et des villes de province est à nouveau descendue dans les rues. Port-au-Prince s'est couvert de barricades et 50 000 personnes se sont massées devant le Palais national dont Lafontant s'était emparé. Les jours suivants, des centaines de duvaliéristes ont été lynchés ou brûlés à Port-au-Prince et en province. Et la bourgeoisie des beaux quartiers de la capitale a tremblé devant les groupes de jeunes venus *dechouker* les maisons des duvaliéristes. Les trois termes de *dechoukay*, *balewouze* et *lavalas*

ont un synonyme : insurrection et levée en masse. Ils font écho à l'insurrection des esclaves, dont on célébrera le bicentenaire le 22 août 1991. Et c'est aux paroles de la chanson de cette époque, "Grenadiers à l'assaut", que les habitants du Cap haïtien, la seconde ville du pays, sont descendus dans la rue le 7 janvier 1991.

Depuis le départ de Duvalier, les villes haïtiennes ont ainsi connu plusieurs journées d'explosion populaire, de commencement de *dechoukay*, de *balewouze* et de *lavalas*, mais qui ne sont jamais allées à leur terme et ont été suivies de longues périodes de calme, voire de découragement. Ces journées trouvent leurs racines dans l'oppression et l'extrême inégalité sociale qui sévissent en Haïti. Elles permettent de comprendre pourquoi, depuis cinq ans, les Etats-Unis n'ont pas réussi à imposer une solution politique à leur goût et ayant une certaine légitimité, pourquoi le général Avril disait « en Haïti, le fauteuil présidentiel est trop brûlant pour être occupé par un civil », et pourquoi Jean-Bertrand Aristide a été élu alors qu'il n'y a pas si longtemps les forces conservatrices le considéraient comme l'ennemi public "numéro un", et

que sa congrégation l'avait exclu de ses rangs. Les journées qui ont suivi la tentative de Lafontant ont fortement impressionné la bourgeoisie et ont écarté pour un moment les menaces de coup d'Etat.

En octobre 1990, Jean-Bertrand Aristide s'était résolu à se porter candidat à l'élection présidentielle parce que, face au défi posé par la candidature de Roger Lafontant, il était nécessaire de mobiliser le peuple, de créer un sursaut. Depuis novembre 1987, ce dernier n'avait guère connu que des défaites et la démobilisation. Il devint rapidement clair que l'enjeu n'était pas seulement de barrer la route aux duvaliéristes, dont la plupart furent d'ailleurs écartés des élections par le comité chargé de les organiser.

"Lavalas" et alliances

L'enjeu était qu'Aristide devienne président de la République. Il mit alors l'accent sur deux thèmes. L'ambassadeur des Etats-Unis ayant lancé en forme de défi « *Après le bal, les tambours sont lourds* », Aristide saisit cette occasion pour répondre par un autre proverbe haïtien, « *Lorsque les mains sont nombreuses, la charge devient légère* ». Par ces mots, Aristide opposait la dignité des Haïtiens à l'arrogance américaine. Et il affirmait la nécessité de s'unir et de s'organiser pour faire avancer Haïti. Tout au long de sa campagne, Aristide insista aussi sur trois axes constitutifs de l'action présidentielle : la justice, la transparence et la participation. En revanche, le programme écrit durant la campagne et les interventions d'Aristide n'avancèrent guère de mesures concrètes, hormis celles déjà inscrites dans la Constitution de 1987 (comme la séparation de l'armée et de la police).

Outre le caractère improvisé de la campagne électorale, il faut sans doute y voir trois raisons plus profondes. La première réside dans le projet politique dont Aristide était porteur. Il a expliqué qu'il aurait préféré une "révolution populaire", mais que ce qui se présentait était simplement la possibilité de réaliser une "transition démocratique". Il précisait, au début de sa campagne électorale : « *Ce qui importe, c'est de reconnaître le moment où l'histoire nous donne rendez-vous pour faire une alliance tactique. Cette alliance tactique doit se convertir en opération lavalas pour barrer la route au macoutisme.* » Il ne s'agissait pas seulement d'une alliance entre courants politiques, mais aussi entre secteurs sociaux aux intérêts divergents, une alliance dont la portée allait au-delà de l'échéance électorale.

1) Voir *Inprecor* n° 321 du 21 décembre 1990.

Cette conception se retrouve dans le programme électoral, où on lit : « *L'Etat doit trouver un équilibre reposant sur le respect, la justice et la loi entre ce que les travailleurs demandent et ce dont le secteur privé a besoin pour être encouragé à mettre de l'argent dans le business afin d'aider le pays à marcher.* » Sans doute faut-il y voir aussi l'idée, que semble partager Aristide, selon laquelle il serait possible de convertir les cœurs d'une grande partie de la bourgeoisie.

Une seconde raison du "flou" du programme électoral est qu'Aristide voulait neutraliser ou rassurer l'armée et l'impérialisme, afin qu'ils laissent se dérouler les élections. Enfin, dans un pays comme Haïti, un programme de réformes est largement illusoire s'il n'est pas accompagné d'un processus de mobilisation et d'organisation, aspect sur lequel Aristide a particulièrement insisté pendant la campagne électorale, et même ensuite, en parlant de "démocratie participative". En effet, la crise socio-économique du pays est si profonde, les inégalités sociales si importantes et le degré de dépendance tel que toute réforme sérieuse se heurtera à une série de réactions en chaîne.

La solitude d'Aristide

« *Le peuple est l'acteur principal ; nous, nous faisons uniquement ce que le peuple nous a dit de faire* » répétait-il. Et, dans le discours qu'il prononça le 23 décembre 1990, à l'annonce des résultats officiels des élections, il sut tout à la fois parler en tant que futur président, garant des institutions et de la Constitution (qu'il n'avait d'ailleurs pas votée lors du référendum de mars 1987) et en tant que militant, pour qui l'avenir du pays dépend de la capacité de la population à s'organiser de manière autonome. Il déclarait ainsi :



Comment s'y prendre ?

Jean-Bertrand Aristide s'explique sur deux questions essentielles (l'épuration de l'armée et les liens avec la bourgeoisie) dans le journal *Haïti Progrès*.

◆ Sur la "démacoutisation".

« (...) Il faut à tout prix que tous les ministères soient demacoutisés. Quiconque s'opposerait à cette demacoutisation partirait avec les macoutes. Nous le savons, nous le disons, car c'est une exigence, nous y tenons fermement pour rester fidèle au peuple. La réforme, certes, ne se limite pas à ce changement car il faut aller en profondeur pour attaquer la structure et la remplacer par une autre. Mais s'il n'y a pas des hommes qui y parviennent, eh bien on se retrouvera à l'intérieur de cette même structure de macoutes. Donc il faut, certes, une nouvelle structure, il faut aussi inévitablement de nouveaux hommes, de nouvelles femmes, nous y tenons. »

◆ Sur l'attitude de la bourgeoisie

« Aucune politique ne peut se faire en dehors d'un rapport de forces à moins qu'il s'agisse d'une autre politique, celle de l'autre mais pas la nôtre. La nôtre se fait et doit se faire à l'intérieur d'un rapport de forces. La force démocratique face à la force dictatoriale marche pour progressivement rythmer le temps mais sans perdre de temps. Leur politique, c'est précisément la politique de l'usure, nous faire perdre du temps. Il en est ainsi quand, par exemple, ils veulent nous bercer d'illusions avec de belles promesses fallacieuses qu'ils vont aider, qu'ils vont investir, mais que ça prend du temps ; il y a encore la peur, donc il faut que la sérénité soit revenue avant de pouvoir créer le climat propice à l'investissement... Tout ceci pour nous s'inscrit dans un contexte de perte de temps. Donc nous disons : oui, il faut du temps, mais il ne faut pas perdre de temps. C'est pourquoi le Premier mai, nous avons assumé notre responsabilité de parler le langage qui tenait compte du temps et des variables politiques dans le cadre précisément de ces rapports de force.

» Nous pensons que les forces qui s'opposent à ce changement en se faisant un maquillage de démocrate qui gagne du temps et en fait perdre, vont se rendre compte que le temps va finalement jouer contre elles. Et ceci parce qu'après trois mois — certes nous n'avons pas le projet de tout transformer en ce laps de temps — nous croyons avoir donné suffisamment de temps comme preuve tangible d'une volonté démocratique d'instaurer cette société de droit sans brûler les étapes, sans perdre de temps. » ★

Haïti Progrès, 15 mai 1991

« *Tenez-vous la main, riches comme pauvres, montez de bons comités de quartier, de bonnes brigades de discipline, de bonnes brigades de nettoyage, liez les organisations des villes aux organisations de province. Ainsi une avalanche d'organisations se répandra dans le sang de notre Haïti chérie. Sans quoi, le pays ressemblerait à un sac vide, et un sac vide ne peut pas tenir debout.* » Le 4 février 1991, trois jours avant de devenir officiellement président de la République, il annonça que "l'opération lavalas" était terminée et appela à la construction d'une "organisation lavalas".

A la tête de l'Etat haïtien, Aristide se trouve placé dans une situation terriblement compliquée. Il est, en effet, confronté à :

- un appareil d'Etat et une administration forgés par plus de trente années de duvaliérisme ;

- une situation internationale pour le moins défavorable ;

- une bourgeoisie rapace, parasitaire et peu entreprenante ;

- l'absence d'un mouvement de masse structuré ;

- une Assemblée nationale et un Sénat nouvellement élus, mais composés en majorité d'hommes médiocres et arrivistes.

Ceci est particulièrement vrai pour le Sénat. C'est ainsi qu'au moment où Aristide annonçait qu'il donnerait son salaire de président aux pauvres tant qu'il ne serait pas réduit, les sénateurs, de leur côté, réclamaient 7 000 dollars par mois, plus un parc de 33 véhicules, qu'ils évaluaient à 40 000 dollars chacun. Et pourtant treize sénateurs sur vingt-sept ont été élus, comme Jean-Bertrand Aristide, sous l'étiquette du Front national pour le changement et la démocratie (FNCD). Il serait plus exact d'écrire qu'ils ont été élus parce que leur bulletin de vote portait le même sigle et le même symbole (un coq) qu'Aristide. La plupart n'ont jamais été membres des petites organisations — essentiellement la Confédération d'unité démocratique (KID) — composant le FNCD, et certains se trouvaient sur ses listes parce qu'ils n'avaient pas trouvé place sur celles d'autres organisations. Une des raisons en est que la principale formation du FNCD, le Konakom (social-démocrate de "gauche"), appela ses militants à se retirer des élections lorsque le FNCD décida de présenter Aristide à la place du dirigeant du Konakom.

Si Aristide a accepté de porter les couleurs du FNCD, il ne semble pourtant guère avoir confiance dans les dirigeants

de cette organisation, puisqu'aucun d'entre eux n'a été invité à participer au gouvernement. Et, depuis lors, le FNCD n'a cessé de mener de petites luttes contre le gouvernement nommé par Aristide (tout en déclarant officiellement qu'il l'appuyait). Certains de ses militants n'ont pas caché que leur objectif était de prendre la place qui, selon eux, leur revient de droit au sein de l'appareil d'Etat.

L'armée "déchoukée" jusqu'où ?

Si Aristide ne peut guère s'appuyer sur l'organisation politique qui était censé le soutenir, il peut encore moins compter sur le Parti communiste haïtien (PUCH). Après l'élection d'Aristide, ce dernier a maintenu l'attitude de franche hostilité qu'il lui vouait depuis qu'il avait posé sa candidature. Il ne manque pas une occasion pour dénoncer, à l'instar des politiciens bourgeois, les menaces qu'Aristide ferait porter sur la démocratie. C'est ainsi que le PUCH s'éleva contre l'arrestation de l'ancienne présidente provisoire, Ertha Pascale Trouillot, accusée d'avoir été complice de la tentative de coup d'Etat de Lafontant. Le Parti estimait que l'arrestation d'une ancienne présidente était un précédent dangereux !

Les ambassades occidentales poussèrent aussi de hauts cris à ce sujet. Les prises de position du PUCH convergent si souvent avec celles des porte-parole de secteurs réactionnaires qu'un de ses dirigeants a dû se défendre d'être anticommuniste !

Le gouvernement de *lavalas* a adopté jusqu'à présent ce qu'on peut appeler un profil bas. La priorité a été donnée à la "déduvaliérisme" de l'armée et de l'administration publique. La réforme de la Fonction publique avance lentement. Il est difficile de remplacer en quelques semaines les hommes de l'ancien régime par des partisans du gouvernement *lavalas* ayant les mêmes compétences techniques, et cela pose un grave problème. La lutte menée contre la corruption, la contrebande et les pratiques héritées du passé ont cependant permis d'aller de l'avant, et notamment d'obtenir des rentrées fiscales jamais vues.

L'armée avait été profondément affaiblie par quatre années de gouvernement

militaire. Elle s'est déchirée au gré des coups d'Etat qui ont marqué cette période. Et, à partir du départ forcé du général Avril, en mars 1990 (2), les duvaliéristes ont perdu le contrôle direct de l'armée au profit des officiers davantage liés aux Etats-Unis. C'est une des raisons qui expliquent que les élections ont pu avoir lieu.

Tirant profit de cette situation et du rapport de forces instauré par la semi-insurrection du 7 janvier 1991, Jean-Bertrand Aristide a frappé un grand coup lors de son entrée en fonctions, le 7 février. Il a conclu son étonnant discours inaugural en mettant au pied du mur « son frère », le chef d'état-major, devant des dizaines de milliers de personnes, et obtenu la mise à la retraite « bien méritée » de six des huit plus hauts gradés de l'armée. Mais, en échange, il a dû accepter que des militaires liés aux Etats-Unis soient placés à des postes clés. Et il a fait de son mieux pour rehausser le prestige de l'armée. Dès le début de la campagne électorale, il avait déjà appelé à « mariage du peuple et de l'armée » (où aucune épuration n'avait eu lieu). Et lors de son discours du 7 février, il a fait répéter à la foule que l'armée était dans la rue avec le peuple lors du coup d'Etat de Lafontant, ce qui est loin d'être la vérité — l'armée a

leur. Dans les campagnes, les chefs de section qui, nommés jusqu'ici par l'état-major, faisaient la pluie et le beau temps dans les sections rurales, ont pu être placés sous l'autorité du ministre de la Justice et ont rendu une partie au moins de leurs armes. Le corps des chefs de section, transformé en police rurale, est en train d'être profondément renouvelé. Les secteurs duvaliéristes de l'armée, comme de la société en général, sont aujourd'hui sur la défensive mais cela n'empêche pas que des militaires continuent à jouer leur rôle répressif traditionnel dans certains conflits pour la terre, lorsque des manifestants s'en prennent aux maisons de spéculateurs ou, à l'occasion, lorsqu'un patron fait appel à l'armée. Et on peut se demander quelle sera la solidité du mariage Aristide-armée dans le cas où le soutien populaire au président s'affaiblirait ou bien si le gouvernement devait entrer en conflit avec l'oligarchie ou l'impérialisme nord-américain.

Une marge de manœuvre limitée

En dehors des villes, la population se montre très patiente malgré la lenteur des transformations sociales. En revanche, dans les grandes villes, la brusque hausse des prix des produits de première nécessité et les incessantes coupures d'électricité (problème aujourd'hui résorbé) ont fait naître un sentiment d'insatisfaction à partir du mois d'avril. C'est ainsi que dans la ville du Cap haïtien, une énergique manifestation dirigée contre les grands commerçants a imposé une baisse spectaculaire des prix, qui s'étaient envolés les jours précédents. Une hausse significative du salaire minimum a été décidée par l'exécutif. Mais la loi a tardé à être votée par le Parlement.

La composition du gouvernement est à l'image du profil bas qui a été adopté. Aucun parti n'ayant emporté la majorité des sièges au Parlement, Aristide a eu les mains libres pour choisir comme Premier ministre un de ses proches, René Préval, militant anti-duvaliériste de longue date. Le soutien populaire à Aristide était alors au plus haut (il est encore considérable), et le Parlement a été obligé de ratifier son



hésité longtemps avant d'intervenir et on peut encore s'interroger sur la position qu'elle aurait prise si le peuple n'avait pas couvert Port-au-Prince de barricades enflammées.

En tout cas, Aristide a réussi, avec une certaine habileté, à gagner la confiance d'une grande partie de la base de l'armée et des officiers, ce qui était loin d'être acquis d'avance. En ville, l'armée a démantelé plusieurs bandes qui semaient la ter-

2) Voir *Inprecor* n° 305 du 23 mars 1990.

choix. René Prével a également en charge les ministères de l'Intérieur et de la Défense. Des personnes de confiance ont été placées à la tête d'autres ministères (notamment l'Economie et les Finances, le Commerce et les Affaires sociales, la Justice et de l'Education nationale), personnes qui, par leur trajectoire, auraient tout à fait trouvé leur place dans un gouvernement bourgeois classique.

On entend dire parfois que la politique de Jean-Bertrand Aristide vise à combiner un gouvernement aux allures modérées avec le développement d'un mouvement de masse. Mais, le passé, les relations et la mentalité de certains ministres rendent difficile la mise en œuvre d'une telle tactique. D'une part, cela constitue un frein supplémentaire à l'épuration et la transformation de la fonction publique. Le ministre de la Justice a d'ailleurs dû être évincé, tandis qu'un de ses adjoints était emprisonné. D'autre part, c'est un obstacle à l'application d'une politique de transformation et de dialogue avec les masses. Et c'est là une des principales carences du gouvernement. Enfin, ce dernier va être amené à préciser ses choix économiques et sociaux lorsque se développeront des mobilisations porteuses de revendications et qu'il faudra trancher entre les intérêts de l'oligarchie et ceux des couches opprimées. Jean-Bertrand Aristide a déclaré récemment : « *Je préfère échouer avec le peuple que réussir sans lui.* » Mais cela n'est sans doute pas l'avis de l'ensemble du gouvernement.

L'organisation "lavalas"

L'absence de démocratie interne, la corruption et les manœuvres politiciennes ont gangrené nombre des organisations populaires qui s'étaient développées durant les périodes d'effervescence des années 1986 et 1987. Ces problèmes ont conduit à l'éclatement de la Confédération unité démocratique (KID), de la Centrale autonome des travailleurs haïtiens (CATH) et du Mouvement des producteurs de papaye (MPP), bien implanté dans le plateau central et assez connu à l'étranger. Le mouvement syndical notamment se trouve aujourd'hui en pleine débandade.

Le 4 février, Aristide avait appelé à la formation d'une "organisation lavalas", à même de rassembler des organisations populaires et des courants divers, disposés à apporter un soutien critique au gouvernement. Des représentants de diverses organisations, venus des quatre coins du pays, se sont réunis à cette fin, à plusieurs occasions et ont engagé certaines actions en commun. Mais le processus avance lentement. L'absence (sauf peut-être dans

« Les deux ailes d'un même oiseau »

Voici le message du père Aristide au peuple dominicain, rédigé le 21 juin 1991, lorsque des Haïtiens, en situation irrégulière, ont été déportés de République dominicaine vers Haïti.

Le peuple haïtien et le peuple dominicain sont les deux ailes d'un même oiseau. Fragments de la grande nation caraïbéenne, nous sommes deux peuples fiers, combattants inlassables de la liberté, de l'indépendance nationale et de la justice sociale.

Le peuple haïtien déclare solennellement au peuple dominicain que le respect des droits de l'homme est une ligne invariable de la politique de son gouvernement. Il déclare aussi solennellement que l'exercice de la souveraineté nationale n'est autre qu'un instrument de défense des droits de l'homme et ne saurait être un instrument d'oppression des travailleurs, des enfants et des vieillards. Les peuples ne savent pas comment traiter inhumainement leurs hôtes, quelques démunis qu'ils soient.

Notre peuple exprime sa solidarité envers tous les Dominicains et tout particulièrement envers les femmes et les hommes qui gagnent leur pain parmi nous. Nous partageons avec eux le peu que nous avons et jamais, au grand jamais, nous ne profiterons de leur désarroi.

Notre identité nationale s'est forgée dans la lutte des déshérités de diverses tribus et peuples de l'Afrique et de l'Europe, et ne craint nullement de s'enrichir de la contribution des étrangers que nous côtoyons. Nos actes de souveraineté, nous les exerçons en défendant les opprimés sans distinction de race, de couleur, d'idéologie, de nationalité ou de religion car nous avons lutté tout au long de notre histoire pour la défense des principes élémentaires des droits des travailleurs et de la personne humaine.

En ces heures difficiles que traversent nos deux nations, le gouvernement de la République d'Haïti laisse ouvertes les portes du dialogue. Premier Etat indépendant de l'Amérique latine, Haïti est jalouse de sa souveraineté, mais ne piétinera jamais, au nom de cette souveraineté, les droits des enfants, des femmes, des travailleurs et des vieillards.

Seuls, nous sommes faibles, solidaires dans la Caraïbe, nous sommes forts, solidaires dans l'Amérique, nous sommes une puissance de droit, de paix, de justice sociale et de liberté. ★

la zone du Cap haïtien) d'un mouvement populaire structuré capable d'organiser des mobilisations et de peser sur la scène politique nationale, y compris d'exercer des pressions sur le gouvernement, reste un des grands problèmes. Sans le développement d'un tel mouvement, même si le gouvernement est doté des meilleures intentions, il ne sera pas possible d'entamer le pouvoir économique des classes dominantes, condition nécessaire à l'amélioration de la situation des plus démunis. Cela laisse le champ libre à des démagogues qui peuvent spéculer sur la complexité de la situation et les lacunes de l'action gouvernementale.

Les Etats-Unis essaient de jouer sur plusieurs tableaux à la fois. Officiellement, ils appuient le processus de transition démocratique. On a même vu l'ambassadeur américain essayer de rassurer la bourgeoisie sur les intentions d'Aristide. Mais, parallèlement, les Etats-Unis haussent le ton quand, par exemple, l'ancienne présidente, est arrêtée. Ils fixent des conditions à l'octroi d'une aide financière (selon le journal *Haïti en Marche*), et leur pression va s'accroître quand le gouvernement précisera sa politique économique. Ils avancent leurs pions dans l'entourage du président, et exercent une pression constante, certes discrète, à travers l'armée, qui reste la gardienne des limites à ne pas franchir.

Les Etats-Unis ont été désarçonnés par le triomphe électoral d'Aristide dès le premier tour, puis par la violence de la ri-

poste populaire à la tentative de Roger Lafontant (à laquelle ils n'étaient peut-être pas étrangers). L'absence d'un puissant mouvement populaire organisé leur donne des possibilités de reconquérir une partie du terrain perdu, et d'affaiblir la position d'Aristide, à travers des manœuvres diverses et variées. Les agissements de certaines associations de chômeurs, les manœuvres de certains sénateurs et députés, les rumeurs entretenues par une partie de la presse peuvent notamment être interprétées comme les signes d'opérations de déstabilisation.

Un autre danger menace le nouveau régime : celui de l'isolement. Et il est assez inquiétant qu'en République dominicaine, le président Balaguer ait réussi à susciter un climat d'union sacrée en soutien à son plan, en cours d'exécution, de déportation des Haïtiens en situation illégale (voir encadré ci-dessus). Juan Bosch et son Parti de libération dominicaine lui ont notamment apporté leur soutien... tout en demandant la démission de Balaguer pour d'autres raisons. Il est donc d'autant plus important de susciter le développement d'un courant de solidarité avec le processus en cours en Haïti, qu'Aristide a qualifié d'« *étoile d'espérance aux yeux de la Caraïbe et de l'Amérique latine* » (3). ★

2 juillet 1991

3) La revue *Nicaragua Aujourd'hui* vient de consacrer un numéro spécial à Haïti (été 1991). Ecrire au Comité de solidarité avec le Nicaragua, 14 rue de Nanteuil-75015 Paris.



LE PROJET de loi interdisant l'avortement a été lancé à l'automne 1988 par plusieurs députés catholiques appartenant aux groupes satellites de la bureaucratie au pouvoir (1). Après la victoire de Solidarité aux élections partiellement libres de juin 1989, la défense du projet a été assumée avec beaucoup de vigueur par une nouvelle force présente à la Diète et au Sénat (2) : l'Union nationale-chrétienne (ZChN), petit, mais offensif parti de la droite radicale, dont quelques représentants ont été élus sur les listes établies par Lech Walesa. La pression de l'Eglise sur les membres du Parlement, dont une bonne partie avait reçu le soutien de curés, avant les élections, ainsi que le vote par le congrès national de Solidarité d'une résolution se prononçant pour la « protection de la vie de l'enfant conçu », aboutirent à l'adoption du projet par le Sénat, en septembre 1990, ce qui représentait un très grave avertissement quant au danger mortel pesant sur le droit à l'avortement.

Pour l'Eglise et pour les milieux cléricaux, ce vote a constitué un formidable facteur d'encouragement, d'autant plus qu'en même temps, le gouvernement Mazowiecki restaurait les cours de catéchisme dans les écoles publiques. Cette mesure a été prise par le biais d'une simple "instruction" du ministère de l'Education nationale, contournant le Parlement, au mépris de la Constitution. Saisie à ce sujet, la Cour constitutionnelle a avalisé cette décision, ce qui constituait une atteinte encore plus scandaleuse à la loi fondamentale, certes discréditée parce que stalinienne. Il est absolument évident que Mazowiecki a fait cette concession à l'Eglise dans l'espoir d'obtenir en échange le soutien de l'épiscopat pour sa candidature à la présidence de la République contre Walesa.

La chasse aux contraceptifs

Persuadée que le chemin vers l'établissement d'un Etat confessionnel était largement ouvert, la hiérarchie catholique a alors exacerbé sa croisade contre l'avortement, la contraception, la laïcité de la vie publique et la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

Les activistes paroissiaux et les militants des jeunesse catholiques se sont mobilisés pour acheter massivement des contraceptifs et les détruire ensuite — ils

exerçaient aussi des pressions sur les pharmaciens pour les obliger à en refuser la distribution. Par le biais d'instructions confidentielles, le ministère de la Santé a démantelé les programmes de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) concernant la promotion de la contraception et a retiré de la distribution les pilules et les stérilets de qualité donnés par des institutions de la Communauté économique européenne (CEE). Dans un pays où la gestion bureaucratique a toujours entraîné une pénurie drastique et une mauvaise qualité des contraceptifs, les effets de telles mesures sont désastreux.

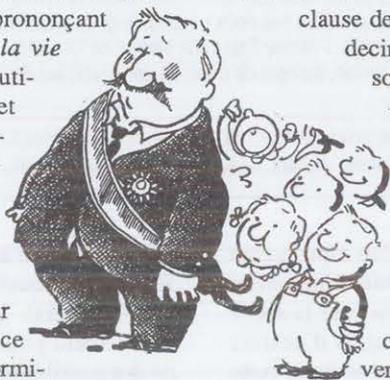
Sans attendre le vote de la loi, le gouvernement Mazowiecki a autorisé les hôpitaux à refuser les avortements, tout en établissant l'obligation pour les femmes de passer devant deux commissions pour demander une IVG et en instaurant une clause de conscience pour les médecins. Résultat : des femmes sont mortes des suites d'avortements clandestins, et, rien qu'en mars 1991, sept nouveaux-nés ont été retrouvés morts, dans des poubelles.

Pour sa part, la commission de la Diète chargée de préparer la version définitive du projet de loi, a aggravé le projet adopté par le Sénat. Cette fois-ci, il s'agit non seulement de pénaliser les médecins, mais aussi de rendre passible de prison toute femme procédant à un avortement sur elle-même, même en cas de grossesse causée par un viol ou de risques pour la santé. Ce projet interdit également l'utilisation de la pilule et du stérilet, considérés par l'Eglise comme des "moyens abortifs".

L'Eglise en campagne

Tous les sondages d'opinion ont montré que plus de 60 % des Polonais et des Polonaises sont favorables au maintien du droit à l'avortement, et que, dans les milieux ouvriers (féminins et masculins), ce droit compte sur un soutien plus élevé encore, dépassant souvent 90 %.

A la lumière de ces enquêtes, tout le monde s'est rendu compte que si le projet de loi était soumis à un référendum populaire, il serait inévitablement battu en brèche. Mais la Diète, elle, a refusé de soumettre le droit de choisir à un référendum, et a convoqué une "consultation sociale" empruntée aux arsenaux de la "démocratie socialiste" de l'ancien régime : les citoyens ont été invités à s'exprimer en écrivant à la Diète. Si, dans le passé, l'appa-



Si le pap être enc

La jeune démocratie polonaise est volonté de la nouvelle élite politique d le désir de l'Eglise catholique d'impos la Diète devait décider du maintien o volontaire de grossesse (IVG). Le mon souhaitent les évêques et tout le cler cadeau à Jean-Paul II qui devait ren manière « l'Etat protecteur de la vie l'Europe et pou

« Si le Saint Père pouvait tomber ence ont alors commenté des femmes cat oscillant entre des pressions contradi dans leur majorité d'appuyer l'initiat démocratique, parti de l'ancien Prem reporter le

Zbigniew I

reil du Parti ouvrier unifié polonais (POUP) et ses courroies de transmission s'occupaient d'obtenir les résultats souhaités lors de telles "consultations", c'est maintenant l'appareil de l'Eglise et ses multiples agences qui s'en chargent, en employant, par ailleurs, des méthodes de pression sur les masses tout à fait similaires.

Lors des messes, les curés exigeaient la signature des pétitions sous menace d'exclusion de la communauté chrétienne. Dans les écoles, même primaires, les professeurs de catéchisme obligeaient leurs élèves à signer « pour empêcher que les communistes assassinent les bébés ». Passant outre les protestations des psychologues, ils ont montré aux enfants un odieux film américain de propagande pro-life.

1 700 000 personnes auraient participé aux "consultations", dont 89 % se sont prononcées pour l'interdiction de l'avortement. Le nombre de signatures ramassées en faveur de l'interdiction a été plutôt modeste, si on le compare avec le nombre total de catholiques, qui constituent la grande majorité de la population, et avec l'immense effort déployé par l'appareil ecclésiastique.



e pouvait eint(e)...

de plus en plus minée, d'un côté par la restauration du capitalisme, et de l'autre par un Etat confessionnel. Le 16 mai 1991, de l'abolition du droit à l'interruption on avait été choisi comme si, ainsi que le, la Pologne voulait faire un formidable visite à sa patrie, et devenir de cette « l'enfant conçu », un "exemple" pour le monde entier.

t(e), l'avortement serait un sacrement » liques en colère. Nerveux et fébriles, pires, les députés ont finalement décidé de dernière minute prise par l'Union er ministre Tadeusz Mazowiecki, et de ote sine die.

DWALEWSKI



Ainsi, à Lodz, le résultat des "consultations" a représenté une cuisante défaite pour l'Eglise. Dans cette grande ville industrielle traditionnellement catholique, gérée actuellement par l'Union nationale-chrétienne, qui exerce également un fort contrôle politique et idéologique sur la direction régionale de Solidarité, le résultat a été exactement inverse au score global : 84 % de personnes participant aux "consultations" se sont prononcées contre l'abolition du droit à choisir. Pourquoi ? Parce que des commissions d'entreprise de Solidarité et de l'ancien syndicat officiel OPZZ, ainsi que la Ligue des femmes (une organisation de l'ancien régime qui préserve ses bases ouvrières), ont lancé leurs propres pétitions, contre celles de l'Eglise, au sein du prolétariat féminin de l'industrie textile. Le résultat de Lodz a largement cassé l'effet propagandiste du scrutin national.

L'offensive de l'Eglise récolte des fruits différents de ceux escomptés. La conscience que le droit

à l'IVG et à la laïcité de la vie publique constituent d'importants acquis démocratiques qui sont en danger, s'éveille dans cette société très catholique. Une certaine grogne anticléricale commence à se répandre au sein de la classe ouvrière, de la jeunesse et de l'intelligentsia. Peu à peu, des opposants de la cléricisation commencent à oser s'exprimer dans les médias. Le gouvernement actuel est dominé par un petit parti, le Congrès libéral-démocratique, qui, tout en étant un partisan radical de l'économie de marché et de la restauration du capitalisme, comme ce fut le cas aussi du gouvernement Mazowiecki, se distingue de celui-ci par son indépendance plus grande à l'égard de l'Eglise et par son idéologie laïque.

L'avortement bouscule la vie politique

Sensible aux pressions de l'opinion publique, ce gouvernement a fait démissionner un procureur adjoint de la République qui se permettait de dénigrer l'athéisme et un vice-ministre de la Santé qui condamnait l'homosexualité et tentait de démanteler la production de contraceptifs.

L'affaire de l'avortement est en train de devenir un facteur de recomposition de la scène politique et idéologique polonaise. Deux événements en apportent la preuve. Le premier, c'est la rupture spectaculaire de Zbigniew Bujak, ancien dirigeant clandestin de Solidarité, avec l'Union démocratique, regroupement hétéroclite des courants allant de l'ancienne "gauche laïque" à la nouvelle "droite démocratique", qui n'est pas capable de prendre position au sujet de l'avortement, d'autant plus que son chef, Mazowiecki, porte la responsabilité d'avoir ouvert la voie à la cléricisation de la vie publique. C'est l'une des raisons principales de la scission de Bujak et de la fondation d'un parti à caractère social-démocrate.

Le deuxième événement, également significatif, est la formation d'un cercle parlementaire de femmes de plusieurs groupes, sous la présidence de la députée Barbara Labuda, appartenant elle-même à l'Union démocratique. Il s'agit d'une initiative visant à s'opposer au diktat des hommes sur des lois concernant les femmes, et à promouvoir l'élection de défenseurs des droits des femmes au Parlement.

Les pressions de l'opinion publique démocratique d'Europe occidentale ont un rôle très important à jouer dans la bataille pour le droit de choisir et contre l'offensive cléricale en Pologne.

Le président Walesa a été objet d'interpellations à ce propos de la part de plusieurs personnalités du Parti socialiste

français lors de sa visite en France. Les dirigeants de certaines organisations syndicales d'Europe de l'Ouest sont également intervenues auprès de Walesa et de la direction de Solidarité. Le Mouvement français du planning familial (MFPF) a lancé une campagne de solidarité avec les femmes polonaises, qui s'est traduite par l'envoi de dizaines de milliers de cartes postales aux députés polonais. Le Conseil de l'Europe a adopté une motion invitant la Pologne « qui s'apprête à rejoindre la famille européenne » à éviter d'adopter une législation que les autres pays européens « ont depuis longtemps bannie de leur arsenal juridique, comme archaïque et peu respectueuse des droits de l'homme ».

Il est certain que ces pressions ont contribué à pousser Jacek Kuron à relancer la demande d'un référendum populaire. Dirigeant du parti de Mazowiecki et ancien ministre de son gouvernement, Kuron s'est rendu compte que le vote par la Diète de la loi interdisant l'avortement, contre la volonté majoritaire de l'opinion publique ne pourrait que mettre le feu aux poudres des tensions sociales suscitées par le cours pro-capitaliste de la nouvelle élite. L'initiative de Kuron a suscité de furieuses attaques de la droite cléricale et une réaction virulente de l'Eglise. La conférence des évêques a condamné l'idée de référendum, déclarant qu'on ne pouvait pas soumettre les lois divines au vote populaire ; elle a proclamé que l'avortement était un « deuxième Auschwitz », suggérant que les partisans du droit des femmes à choisir jouaient un rôle similaire à celui des surveillants des camps de concentration nazis. *Gazeta Wyborcza*, quotidien à grand tirage édité par Adam Michnik, a alors dénoncé pour la première fois le terrorisme idéologique de l'épiscopat. En revanche, Kuron, cible principale de cette campagne de la réaction, a immédiatement adopté un profil bas, expliquant publiquement qu'il était contre le droit à l'avortement, mais qu'il allait convaincre le peuple que le projet de loi était juste et s'assurer qu'il obtienne la sanction populaire... Les dirigeants de la nouvelle élite polonaise sont des spécialistes de ce type de volte-face.

Prise de panique et cherchant à tout prix à éviter un affrontement avec l'Eglise ou avec la société civile, l'Union démocratique a alors proposé à la Diète de ne pas voter la loi maintenant, ni de la soumettre à un référendum, mais d'attendre des jours meilleurs. En dépit de son caractère opportuniste, l'attitude de la

1) Voir *Inprecor* n° 290 du 12 juin 1989.

2) Voir *Inprecor* n° 315 et 321 des 28 septembre et 21 décembre 1990.

L'opinion ouvrière



« Et aujourd'hui, ce sera quoi ? Une messe ou une réunion ? » (Magazin Rohac, reproduit par Courrier International).

Diète montre que la pression de l'opinion publique démocratique, nationale et internationale, peut peser sur les décisions des pouvoirs publics polonais. Mais cette position représente aussi un piège de taille ; d'ores et déjà, l'Union démocratique prépare un nouveau projet de loi visant à interdire l'avortement de façon un peu plus flexible et pour satisfaire l'Eglise tout en neutralisant la pression sociale.

L'abolition du droit à l'avortement et à la contraception en Pologne aurait de lourdes conséquences pour toute l'Europe. Il est urgent d'apporter aux femmes polonaises un soutien international, et en particulier, de les aider à construire un mouvement indépendant de masse. Elles éprouvent toujours de grandes difficultés à se mobiliser en défense de leurs intérêts matériels et moraux, écrasées sous le poids de la crise socio-économique, du renvoi massif à la maison, du chômage, du monopole masculin sur la vie publique et de l'offensive cléricale. Jusqu'à présent, elles ne possèdent ni tradition ni expérience du mouvement féministe revendicatif et de l'exercice du droit à disposer d'elles-mêmes. Sans un apport substantiel de la part du féminisme occidental, elles auront du mal à améliorer le rapport de forces en leur faveur. ★

24 juin 1991

Quels sont les méandres de l'évolution de l'opinion ouvrière au cours des dernières années ? C'est ce que nous avons abordé, peu avant l'annonce du nouveau plan gouvernemental de privatisations (voir encadré en p. 18), avec deux sociologues polonais, auteurs de nombreuses recherches sur le sujet. Maria Jarosz est professeur à l'Institut des sciences économiques de l'Académie polonaise de sciences ; elle a notamment coordonné deux recherches sur l'attitude des salariés des entreprises vis-à-vis des transformations de la propriété en Pologne. Leszek Gilejko, professeur au département de sociologie et de politologie de l'École centrale de commerce de Varsovie, a réalisé, au cours des dix dernières années, plusieurs recherches sur les aspirations des travailleurs et sur leurs organisations.

INPRECOR : *La privatisation occupe aujourd'hui une place importante dans les débats publics en Pologne, bien que seul un très faible pourcentage d'entreprises ait déjà changé de statut. Vous avez mené des recherches sur la perception des modifications du statut de la propriété par les différents groupes sociaux. Quels en sont les résultats ?*

Maria JAROSZ : En avril 1990 et en décembre 1990, nous avons mené deux enquêtes sur la perception des changements en cours en Pologne par différents groupes de salariés des entreprises nationales. La taille de l'échantillon — 1 377 réponses en avril, et 4 428 en décembre — permet le recoupement des réponses obtenues et donne aux enquêtes un caractère représentatif. Nous avons sélectionné des groupes de salariés dont nous pensions qu'ils ont une influence déterminante sur les opinions et les comportements dans l'entreprise : des dirigeants à divers niveaux, des ouvriers, qualifiés ou non, mais n'exerçant pas de fonctions de direction, des militants des conseils d'autogestion, de Solidarité et ceux de l'ancien syndicat officiel (OPZZ). Depuis décembre 1990, la situation objective a peu changé, six entreprises ont été privatisées. La presse a récemment fait état de 300 entreprises qui auraient d'ores et déjà changé de statut, mais ce chiffre est sujet à caution.

Le phénomène des privatisations ne concerne donc qu'un faible pourcentage de sociétés, mais il n'en reste pas moins que les effets de ces changements sont immenses, en particulier sur les comporte-

ments et les opinions des travailleurs, et les changements de leur conscience.

De nombreux indices permettent de saisir l'attitude envers ces changements — par exemple les grèves contre la privatisation. Une partie significative des travailleurs sont parvenus à la conclusion que seule la grève peut leur permettre d'imposer leur opinion. Le gouvernement, qui avait été considéré comme une émanation des travailleurs, n'est plus perçu comme tel. On nous disait par exemple : « Ce sont nos gars ; nous les avions portés aux postes de responsabilité sur nos épaules et maintenant ils nous traitent comme si nous n'étions rien. » Les nouvelles élites sont souvent décrites comme une "nouvelle nomenclatura" ou plus simplement comme "eux", ce qui rappelle la situation des années précédentes.

◆ *Dans votre recherche, on voit apparaître une sorte de schizophrénie : d'une part, la privatisation en tant que slogan général est assez largement acceptée, mais, de l'autre, les travailleurs la refusent majoritairement dans l'entreprise où ils travaillent...*

M. J. : En général, les gens considèrent qu'il n'est pas possible de continuer comme avant, et que les transformations de propriété sont donc indispensables. Parmi les changements possibles il en est un — la privatisation — qui jouit de la préférence des hautes-sphères et qui est donc le plus connu. De là découle l'acceptation de la privatisation en général, comme une manière de rompre avec le passé, bien qu'on observe déjà une diminution de

cette acceptation. Entre la recherche d'avril 1990 et celle de décembre 1990, on a observé une tendance à la diminution de l'acceptation de cette thèse générale et je pense que si j'avais l'occasion de refaire ces recherches aujourd'hui, le niveau serait encore plus faible. Ceci est lié au développement de la récession, qui se traduit par une baisse du niveau de vie, et donc par l'apparition de la pauvreté et du chômage. Quoi qu'il en soit, les travailleurs se méfiaient en général de la perspective de privatisation de leur propre entreprise, même s'il y avait des différenciations en leur sein. Ainsi la majorité des directeurs des entreprises étaient favorables à leur privatisation, bien qu'issus, pour la plupart, de la vieille nomenklatura.

Un indice intéressant concernant la désorganisation des entreprises apparaît : l'ancien système était "pathologique", il fallait s'opposer, inventer des comportements et contourner les règlements pour que l'entreprise puisse fonctionner. Pour les directeurs c'était une situation difficile ; même quand ils étaient liés à la nomenklatura, ils étaient les premiers à pâtir de l'inefficacité et du dysfonctionnement de ce système. Ils sont donc favorables au changement, à la privatisation ou à la propriété de groupe. Seule une petite partie des directeurs souhaite que leur entreprise reste dans les mains de l'Etat.

Le second groupe partisan de la "désétatisation" est formé par les activistes et dirigeants de Solidarité (et non pas les membres), ainsi que les militants des conseils d'autogestion. Cependant, ces derniers se prononcent, pour une large part en faveur de la propriété de groupe, alors que les premiers sont plutôt favorables à la privatisation. En revanche, les ouvriers du rang et les militants et dirigeants de l'OPZZ sont les plus méfiants envers la "désétatisation" et souhaitent que le statut de leur entreprise reste le même, avec quelques aménagement. Il faut noter qu'entre avril et décembre 1990 on a observé une nette augmentation du pourcentage de gens favorables à la propriété de groupe : en avril, 40 % des personnes interrogées se prononçaient pour que leur entreprise passe dans les mains du personnel ; en décembre, 50 % d'entre elles optaient pour cette solution, contre 20 % qui étaient pour le maintien de la nationalisation et seulement 17 % en faveur de la privatisation classique.

◆ *Comment expliquez-vous cette différence d'aspirations entre les direc-*

teurs des entreprises et les activistes de l'OPZZ ? On pourrait penser que, issus d'un même moule, ils partageraient les mêmes opinions, même s'ils peuvent rechercher une perspective de réussite personnelle dans le cadre de la privatisation alors que ce n'est pas le cas des militants de l'OPZZ.

M. J. : Il existe un facteur de différenciation : les membres de l'OPZZ se sentent largement menacés par les effets de la privatisation, et notamment par le chômage. ce n'est pas le cas des directeurs.

Leszek GILEJKO : Nos recherches



menées parmi les leaders syndicaux font apparaître qu'une très grande majorité de dirigeants de l'OPZZ se prononcent pour la préservation des entreprises étatiques. Il s'agit sans doute là d'une motivation politique, fondée sur l'espoir que les valeurs profondément ancrées dans la société vont réapparaître, ce qui leur permettra de retrouver une certaine influence. C'est, à mon avis, une des raisons de la différence d'attitude entre les directeurs et les militants de l'OPZZ.

M. J. : Un aspect mérite d'être souligné : la privatisation, telle qu'elle est menée actuellement, est perçue par les travailleurs comme un phénomène imposé. Non seulement on ne tient pas compte de leurs aspirations, mais on agit comme si cela ne les concernait pas — ce qui explique leur méfiance grandissante.

◆ *Comment peut-on expliquer l'évolution des opinions au cours de la décennie passée, entre, d'une part un appui massif de la population au projet d'entreprise autogérée de 1981, et le soutien apparent à la restauration capitaliste dans les années 1989-1990 ?*

L. G. : Les résultats de nos recherches

tout au long des années 80 confirment ceux de l'équipe de Maria Jarosz. Nous avons observé une prise de conscience croissante de l'inefficacité du système économique en place et de la nécessité non pas de le réformer, mais de le remplacer par un autre ; c'était particulièrement sensible parmi les ouvriers. Indépendamment du jugement que nous pouvons porter sur l'ancien régime et sur sa volonté de réformes, il est clair, au moins à partir de 1983 lorsque les rigueurs de l'état de guerre ont diminué, que ce pouvoir avait cherché à introduire certains éléments des propositions des réformes apparues en 1980-1981. Il est alors apparu que ce pouvoir, et les structures sur lesquelles il s'appuyait, étaient incapables de réaliser le changement, d'arrêter la crise et d'ouvrir la voie à une dynamique progressiste. Je crois qu'il s'agit là d'un facteur, qui explique la popularité croissante des thèmes de "désétatisation" et de privatisation au cours de la décennie passée et jusqu'au début 1991.

◆ *Depuis, il semble qu'un changement se manifeste. Votre collaborateur Juliusz Gardawski a récemment expliqué que, pour les ouvriers, le mot d'ordre de construc-*

tion du capitalisme sert tout simplement à ouvrir la voie à ceux qui veulent s'enrichir et que les travailleurs sont convaincus que ceux qui cherchent à gagner une influence politique le font pour s'enrichir...

L. G. : La modification des rapports de propriété en Pologne présente trois aspects. Premièrement, on observe une claire préférence des nouvelles autorités pour la privatisation, même si, dans certains cas, l'actionnariat est priorisé — c'est-à-dire la diffusion de la propriété — c'est de propriété privée qu'il s'agit. Deuxièmement, ces changements ont été faits en période de récession profonde, ce qui produit d'immenses secousses politiques, sociales et économiques. Enfin — et c'est très important — le facteur qui a toujours été synonyme de progrès en Pologne, à savoir l'influence de la base et des groupes sociaux fondamentaux sur les changements en cours, a été bloqué par la politique du gouvernement. Ce dernier a décidé d'agir par en haut et de manière parfois plus brutale que dans le passé, en particulier dans le domaine de la modification des rapports de propriété. Et enfin — comme Maria Jarosz l'a noté — autant en 1989-1990 on avait encore affaire au système de référence dichotomique "eux/

Nouveau plan, même catastrophe

Le gouvernement polonais a rendu public, le 27 juin 1991, un nouveau plan de privatisation accélérée de l'économie. Il s'agit de transformer d'un seul coup 400 entreprises, qui produisent 25 % du Produit industriel brut (PIB) et emploient 12 % de la main-d'œuvre. C'est un premier pas dans la voie de la privatisation de la moitié de l'économie du pays planifiée pour les trois prochaines années.

Le projet, élaboré avec le soutien de la banque commerciale britannique S.G. Warburg & Co. (qui touchera 1 million de livres sterling pour ce travail), prévoit que 60 % du capital de ces entreprises sera transféré à plusieurs fonds de gestion de la richesse nationale (FGRS) ; 30 % restera dans les mains de l'Etat et 10 % sera distribué aux travailleurs. Les fonds en question seront administrés par des citoyens polonais, mais leur gestion quotidienne sera confiée aux banques ou sociétés financières étrangères.

Ce nouveau plan, qui consiste à brader l'industrie polonaise au capital étranger, a été élaboré à la suite du demi-échec des mesures de privatisation entreprises jusque-là. En effet, la mise en vente des actions de six sociétés, choisies parmi les plus rentables, en décembre 1990, a montré que les Polonais ne se précipitaient pas pour acheter les actions. Plusieurs de ces entreprises n'ont finalement pu être privatisées que grâce à l'achat, *in extremis*, de paquets d'actions considérables par les banques d'Etat ! Qui plus est, depuis, certaines de ces vitrines de la privatisation sont au bord de la faillite.

En annonçant le nouveau plan, le gouvernement constitué de Lech Walesa prend de gros risques. On voit apparaître, ces derniers mois, une défiance croissante envers le choix de la restauration capitaliste au sein de l'opinion ouvrière, qui se manifeste tant par le développement des mouvements grévistes que dans les enquêtes d'opinion. ★

J. M.

nous" (en rapport à l'ancien régime), autant actuellement, nous observons l'apparition d'une nouvelle différenciation "eux/nous" dans laquelle le nouveau pouvoir est perçu comme extérieur, comme "eux".

Il s'agit d'un changement de très grande importance, confirmé par toutes les recherches menées actuellement. Les travailleurs, et surtout les ouvriers, perçoivent les nouveaux gouvernants, mais aussi les dirigeants syndicaux, comme une autre sphère sociale, comme "eux".

Nous avons récemment mené une recherche parmi les dirigeants de Solidarité au niveau central et dans les entreprises, qui montre que ce conflit — typique dans les anciens syndicats, entre les adhérents

et les dirigeants — apparaît actuellement également au sein d'un mouvement qui avait su préserver, jusqu'à une période récente, de nombreux éléments de spontanéité et d'activité impulsée d'en bas. Ce même conflit, soit dit en passant, existe au sein de l'OPZZ entre la direction centrale et les structures de base.

M. J. : Le principal problème de la privatisation telle qu'elle se produit actuellement en Pologne, c'est qu'elle ressemble énormément au processus de nationalisation des années 40. La privatisation est introduite par décret, par en haut, comme cela avait été le cas avec les nationalisations. Dans les deux cas, on a ignoré l'avis des travailleurs.

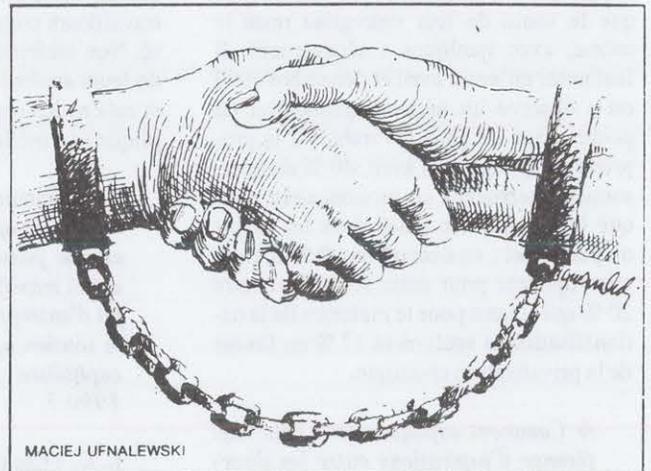
Ma recherche concerne les travailleurs des entreprises nationalisées — qui regroupent 80 % des salariés. On ne peut pas passer outre l'opinion d'un tel nombre de gens et pourtant c'est ce que fait le gouvernement. Actuellement, on dit que seuls les directeurs comptent et que l'opinion des ouvriers n'a que peu d'importance. Cela engendre des conséquences sociales très dangereuses, un écart très grand entre les espoirs des travailleurs et la réalité — qui étaient énormes non seulement en 1981 ou en 1989. Ces illusions étaient en partie liées à l'idée que la privatisation apporterait et le bien-être et la liberté. Il apparaît aujourd'hui que cette privatisation par en haut n'entraîne que paupérisation, chômage, et pauvreté pour le plus grand nombre. Les gens se détournent donc des dirigeants qu'ils avaient considérés comme les leurs, des idées auxquelles ils s'identifiaient et on entend à nouveau parler d'"eux". Si cela continue, si la ligne des managers s'affirme et que le dénigrement de l'autogestion et des syndicats se poursuit, bref si ce capitalisme idéalisé s'avère être non pas à visage humain mais, au contraire, avide et rapace, ça pourra finir mal. Il faudrait un nouveau contrat social en Pologne.

L. G. : Je voudrais souligner encore deux questions importantes. Outre le fait que nous sommes confrontés aujourd'hui au besoin d'un nouveau contrat social — ce problème est de plus en plus soulevé en Pologne —, on voit que les groupes sociaux significatifs et leurs organisations ont besoin de se doter de programmes reflétant leurs aspirations pro-

fondes. Le drame actuel de Solidarité, la crise qu'il traverse, ne sont pas réductibles à la seule dichotomie qui existe entre, d'une part, sa nature de mouvement réformateur et, de l'autre, le fait qu'il est aussi une organisation de défense des travailleurs, un syndicat. Les dirigeants de Solidarité ont tendance à dire : « *Nous avons la responsabilité du changement et donc nous devons savoir sacrifier nos intérêts syndicaux sur l'autel de ce qui est plus important.* » Le problème n'est pas de sacrifier quoi que ce soit mais, au contraire, d'avoir un programme qui permette de lier les intérêts et les aspirations de la base avec le processus de réformes, dans de nouvelles conditions. Pour cette raison, je pense que les propositions du Réseau des grandes entreprises de Solidarité sont intéressantes.

Ces propositions s'inscrivent dans le processus des réformes en cours, puisqu'elles visent à désétatiser les entreprises en transférant la propriété aux travailleurs. Ensuite, ce sont des propositions pluralistes de transformation des rapports de propriété. Et, enfin, quel que soit le jugement qu'on porte sur les possibilités de l'autogestion, d'une part, et sur le programme minimum que constitue, dans ce cadre, l'actionnariat ouvrier — quels que soient les dangers d'aliénation d'un tel projet —, il s'agit là d'une alternative et d'une tentative de défendre le statut des travailleurs qui est menacé. Les propositions du Réseau peuvent avoir un effet d'entraînement, en montrant que les travailleurs sont capables de réfléchir sur une alternative, et en limitant le conflit qui s'exacerbe entre les travailleurs et le processus de réformes.

◆ *Tout récemment, Lech Walesa a proposé à la Diète d'autoriser le gouvernement à mener les transformations par des décrets. En dehors de quelques rares personnalités — tels Karol Modzelewski ou Jozef Pinior — les dirigeants de Solidarité ont adopté*



une attitude attentiste envers cette proposition. Comment, à la lumière des recherches que vous avez effectuées, pensez-vous que réagiront les travailleurs ?

L. G. : Nos dernières recherches font apparaître qu'il existe un potentiel de soutien à de telles mesures, et même un potentiel qui s'accroît...

M. J. : En particulier parmi les ouvriers...

◆ *Ce soutien potentiel reflète-t-il l'illusion qu'enfin quelqu'un viendra mettre de l'ordre au nom des travailleurs ?*

L. G. : Oui. Ce phénomène a toujours existé en Pologne, dans les années 70 et au cours de la dernière décennie. La moitié des gens se prononçait pour un "rétablissement de l'ordre" — indépendamment de savoir qui le ferait, même si nos interlocuteurs préféreraient que ce ne soit pas l'œuvre de la vieille nomenklatura. L'autre moitié, en revanche, se prononçait pour une solution démocratique et autogestionnaire, visant à construire un ordre nouveau.

M. J. : Mais il faut ajouter que, dans un second temps, viendra la déception, lorsque les gens s'apercevront que l'ordre rétabli ne correspond ni à leurs aspirations ni à leurs intérêts.

L. G. : Notons que, si l'acceptation d'une politique de main-forte s'accroît, ce soutien est le fait des groupes sociaux les moins instruits et les moins qualifiés, qui peuvent soutenir des formes d'Etat fort.

◆ *Quels changements peut-on observer actuellement au sein du mouvement syndical polonais par rapport à la transition actuelle ? Les deux centrales syndicales — Solidarité et OPZZ — ont vu en effet, au cours des deux dernières années, leurs places respectives changer du tout au tout. L'OPZZ, né dans le giron du pouvoir dictatorial, a été poussé dans l'opposition. Solidarité, en revanche, s'est sentie investi d'une mission de réformes...*

L. G. : Au sein de la direction de l'OPZZ, coexistent deux groupes. L'un cherche à se placer comme opposition —

ce qui ne veut pas dire qu'il appellera à construire des barricades ! — au nom de la défense d'une conception politique. L'autre, par contre, cherche à occuper une place plus syndicaliste, plus près des aspirations quotidiennes des travailleurs.

On note une division semblable au sein de Solidarité, entre un courant plus politique — tendant à défendre le gouvernement au nom d'un discours idéologique — et un courant syndicaliste, plus pragmatique, subissant la pression de la base.



Ce conflit est, sans doute, plus clair dans Solidarité. Mais les lignes de force d'une fracture entre les courants idéologiques et les courants syndicalistes pragmatiques existent au sommet des deux centrales.

◆ *Qu'en est-il dans les entreprises, parmi les adhérents des syndicats qui ne sont pas investis dans les directions syndicales ? Est-ce que la fracture entre l'OPZZ et Solidarité, provoquée par l'état de guerre, est en train de s'effacer ? Une coopération entre les deux syndicats semble-t-elle aujourd'hui possible ?*

L. G. : La coopération se développe dans des situations de forte pression des travailleurs, au moment des grèves ou à la veille des grèves. Mais le passé pèse encore. Notre enquête parmi les activistes syndicaux a fait apparaître que les militants de Solidarité identifient très largement leur syndicat aux intérêts des travailleurs, et l'OPZZ à ceux de la vieille nomenklatura. Les militants de Solidarité gardent en mémoire la répression qu'ils ont subie, avec le soutien actif ou au moins l'assentiment de ceux de l'OPZZ. Le refus de l'OPZZ d'accepter la légalisation de Solidarité jusqu'au dernier moment pèse aussi.

Pendant, aujourd'hui les membres ou les militants de base de l'OPZZ sont moins agressifs envers Solidarité que

leurs interlocuteurs de Solidarité envers eux.

M. J. : Ma recherche de décembre dernier montre un phénomène intéressant. Les travailleurs membres de l'OPZZ ont tendance à s'identifier avec Solidarité et reconnaissent le rôle progressiste du syndicat concurrent : sa lutte pour la liberté, contre la nomenklatura, etc. Mais ils portent un jugement négatif sur le gouvernement. Par ailleurs, sur des questions concrètes — la privatisation, ses rythmes, ses modes, etc. — les travailleurs ont, quelle que soit leur appartenance, la même position que les militants de l'OPZZ. On peut donc parler d'un phénomène de rupture entre les militants de Solidarité et leur base. Ces derniers mois, cela commence à changer, car Solidarité a opéré un tournant vers les préoccupations plus strictement syndicales.

◆ *En quelques mots quelles sont les idées fortes que font apparaître vos recherches ?*

M. J. : La privatisation avait été considérée par la société comme un des moyens pour rompre avec le passé dit communiste, qui était rejeté. La privatisation n'était pas perçue comme un but en soi, mais comme un moyen. L'objectif recherché c'était non seulement la liberté, mais aussi le pain, la possibilité de se réaliser et, enfin, l'égalité ou du moins l'égalité des chances. Dans le discours gouvernemental actuel, au contraire la privatisation apparaît comme un but en soi. Et ce discours-là n'est pas accepté. Ce que les gens acceptent, en revanche, c'est la pluralité des choix — y compris la privatisation — en fonction des situations concrètes des différentes entreprises. Ils refusent qu'un choix unique leur soit imposé d'en haut, comme par le passé. ★

Propos recueillis par Jan Malewski, 19 juin 1991



Le dernier congrès de DP

Le VIII^e et dernier congrès de Democrazia Proletaria (DP), du 6 au 9 juin 1991, s'est terminé par l'approbation, à une très large majorité (196 pour, 4 contre et 37 abstentions), d'un texte proposé par la direction nationale sortante, selon lequel cette organisation devait se dissoudre pour intégrer le Mouvement de refondation communiste (MRC), né de la scission de l'ancien Parti communiste italien (PCI) au mois de février (1).

Claudio GIULIANI

LA PERIODE de préparation du congrès avait été pourtant marquée par l'apparition de réactions réticentes, voire négatives, à la dissolution.

Dans une première phase, de nombreux militants avaient critiqué assez vivement la proposition de la direction, certains n'étant pas convaincus que DP n'avait plus de rôle à jouer, d'autres, plus nombreux, critiquant les formes et le rythme de la confluence, c'est-à-dire la dissolution immédiate à la fin du congrès et l'entrée au MRC à titre individuel (2). Ces réactions, également apparues au sein de la direction (3), provenaient surtout de militants des mouvements de masse, dont l'intervention s'est traditionnellement inspirée de critères très différents de ceux des militants de l'ancien PCI, aujourd'hui membres du MRC. Il est probable qu'un certain nombre de ces militants ne participeront pas, du moins pour l'instant, au processus de refondation en cours.

Dans le débat, les différenciations ont débouché sur l'émergence de différentes positions. Le texte de la majorité de la direction (4) a essayé de donner une analyse du contexte international — caractérisé par la crise des sociétés bureaucratiques et les conséquences à court et moyen terme de la guerre du Golfe — et de la situation italienne, marquée par des manœuvres du gouvernement pour changer la Constitution, afin d'instaurer une "deuxième république". Cette résolution reprenait également certaines des conceptions de DP, en esquissant les perspectives pour le mouvement ouvrier et les

différents mouvements de masse dans les années 90, et indiquait les raisons de la fusion dans le processus de refondation communiste. Une seconde position, défendue au congrès par un des trente délégués de la fédération de Milan, refusait le projet de confluence et proposait le maintien de DP. La troisième position était avancée par les représentants de la région du Molise, partisans d'une fédération entre DP et le MRC.

Des approches différentes

Hormis ces deux petites minorités, le projet de confluence était très largement partagé, ainsi que les formes et les rythmes définis par le MRC. Mais des divergences sont apparues sur des points importants : une minorité de la direction avait jugé tout à fait insuffisante l'analyse du texte majoritaire sur les événements d'Union soviétique et jugé son interprétation du gorbatchévisme erronée, car elle n'excluait pas un processus d'autoréforme de la bureaucratie. Livio Maitan a proposé un amendement à ce sujet.

Mais le point le plus controversé concernait le chapitre final du texte de la direction sur « les raisons de la refondation », car, d'après certains, le texte proposé diluait l'identité de DP ; surtout quand il soulignait qu'il existait désormais « une large convergence » entre les

positions du MRC et celles de DP. Un amendement présenté par Elettra Deiana, membre du secrétariat sortant, proposait de remplacer une bonne partie de ce chapitre et soulignait qu'il n'y avait pas assez d'éléments pour démontrer une telle convergence. En fait, par sa nature même, et à cause de l'existence dans ses rangs de différentes composantes, le MRC n'a pas encore défini ses bases programmatiques, même s'il s'est trouvé sur le même terrain que DP dans la mobilisation contre la guerre du Golfe, dans l'opposition aux projets autoritaires d'une "deuxième république", et dans la bataille interne pour le congrès de la Confédération générale italienne du travail (CGIL) (5).

Selon cet amendement, il aurait fallu souligner davantage que la phase actuelle de la refondation était un processus auquel les militants de DP devaient apporter l'ensemble de leurs acquis. La majorité de la direction a rejeté cet amendement (18 contre et 13 pour) — parmi ces 13 voix, 8 provenaient des membres de l'ancienne Ligue communiste révolutionnaire (LCR, section de la IV^e Internationale en Italie avant l'entrée dans DP, en 1989) et 5 de camarades liés à différents mouvements sociaux et appartenant à la sensibilité chrétienne de DP. Cette convergence s'explique par la conviction commune qu'il faudrait réellement mettre en valeur l'apport de DP dans la fusion et souligner le pluralisme du nouveau parti en formation.

Toutes ces différenciations se sont reflétées dans les congrès provinciaux, où les amendements de Maitan et de Deiana ont eu un assez large écho — obtenant même la majorité dans plusieurs fédérations, dont Rome et Turin. Le débat a ainsi été relancé lors du congrès national, auquel ont participé 257 délégués (6), de nombreux invités et des délégations du MRC, du Parti démocratique de la gauche (PDS) et d'autres organisations.

L'auteur du rapport introductif, Luigi Vinci, membre du secrétariat sortant, a repris les thèmes essentiels du texte de la direction, en les accentuant de manière schématique, avec un certain pessimisme quant aux perspectives — expliquant, par exemple, que « les années 90 pourraient

1) Voir *Inprecor* n° 326 et n° 332 des 15 mars et 7 juin 1991.

2) Lors de pourparlers avec des membres de DP, les représentants du MRC avaient esquissé deux possibilités : soit une dissolution de DP à la fin de son congrès et des adhésions à titre individuel, soit le maintien de DP jusqu'à la fondation du nouveau parti et un accord de confluence à ce moment-là. Dans ce cas, DP n'aurait pas pu influencer directement le processus de définition programmatique et politique du MRC. C'est surtout pour cette raison que la première solution a été choisie.

3) Deux membres de la direction nationale — Nadia Casadei, militante féministe engagée dans des mouvements sociaux, et Giorgio Cortellessa, universitaire qui a beaucoup contribué aux élaborations de DP sur l'environnement —

avaient annoncé avant le congrès leur intention de ne pas adhérer au MRC.

4) Ce texte avait été approuvé avec 20 voix pour et 13 abstentions. Le congrès de décembre 1989 avait élu 60 membres à la direction nationale, mais le nombre de participants aux réunions était sensiblement inférieur.

5) Le débat pour le congrès de la CGIL, qui aura lieu en octobre 1991, est caractérisé par la présence d'un courant d'opposition "lutte de classe" auquel participent les syndicalistes de DP. Il a déjà obtenu des résultats assez positifs dans de grandes entreprises — 45 % à la Fiat Mirafiori de Turin.

6) Dont les 60 membres de la direction sortante qui, selon une norme statutaire discutable, ont d'emblée le droit de parole et de vote au congrès

être bien plus difficiles que les années 80, qui ont déjà été très mauvaises ». Il a souligné l'existence d'« une unité d'intentions politiques et de perspectives stratégiques » avec le MRC. Il a non seulement rejeté l'amendement d'Elettra Deiana, mais accusé ceux qui défendaient l'idée d'entrer dans le MRC, y compris sans « la convergence nécessaire », de se positionner d'emblée comme une « fraction d'extrême gauche ». Il a toutefois ajouté que le futur parti devrait « discuter longtemps et de tout », et « se doter de structures et d'instruments pour ce faire » et que « des journaux et des associations indépendantes devraient fleurir » à côté du futur parti.

La direction sortante, sur ce point unanime, a avancé une proposition, avalisée par le congrès, de constitution d'une association politico-culturelle, dont feront partie non seulement les membres de DP entrés dans le MRC, mais aussi des camarades n'ayant pas fait ce choix, ainsi que des militants et des intellectuels indépendants.

Un débat vif

En tant qu'ancien militant du PCI, Vinci (7) a introduit une note personnelle dans son rapport, en déclarant, entre autres : « Je ne peux pas vous cacher que ce fut une souffrance pour moi de me séparer à l'époque de mes camarades du PC, et que je vis l'heure actuelle comme une espèce de rapprochement avec une entité collective dont j'avais dû me séparer, mais à laquelle j'ai toujours eu l'impression d'appartenir. » Une partie des délégués qui, dans leur majorité, n'ont jamais milité dans le PCI et ont acquis leur expérience politique dans différentes formations d'extrême gauche des années 70, ne pouvaient partager ces états d'âme et ont donc interprété les propos du rapporteur comme une tentative de réhabilitation de l'ancien PCI et une sous-estimation de la nouvelle gauche.

Le débat du congrès a été assez vif. De multiples réserves ont été avancées sur les formes et le rythme de la confluence, en partie dues à des attitudes fermées développées à l'échelle locale par certains représentants du MRC (8). Cela s'est accompagné de réactions fortement émotionnelles face à la perspective de la disparition d'une organisation construite grâce à de nombreux efforts militants, qui a joué un rôle indéniable dans les luttes et les mobilisations importantes des treize dernières années.

Au-delà des interventions de ceux qui refusaient le projet même de confluence, une confrontation s'est essentiellement

développée entre les positions déjà apparues dans la direction : celle de la majorité, celle du courant chrétien, et celle présentée assez schématiquement par la presse comme trotskyste (9).

La première position a notamment été défendue par le secrétaire de la fédération de Milan — de loin la plus importante — et par des membres du secrétariat sortant tels Giancarlo Saccoman, Tonino Califano et Marida Bolognesi, qui ont repris les



thèmes du texte et, dans une moindre mesure, du rapport introductif. La deuxième s'est réfléchiée dans les interventions de Vittorio Agnoletto, élu au conseil provincial de Milan, de Francesco Saija, dirigeant de la fédération de Messine et membre de la direction, et du député européen Eugenio Melandri.

Dans un texte, ces militants ont expliqué : « En tant que chrétiens, nous nous sommes efforcés d'introduire dans la gauche la théorie et la pratique d'un rapport entre foi et lutte pour la libération, qui ne saurait être ignoré. La présence de croyants dans la gauche doit être désormais acceptée comme un fait non épisodique, mais collectif, permanent et intrinsèque. (...) Toute action pour le changement doit avoir en son centre — par son efficacité et sa valeur en soi — la non-violence, comme méthode réellement alternative pour une solution des conflits. (...) Sur cette base et dans cette perspective, nous nous déclarons intéressés par un processus qui donne naissance à un nouveau sujet politique anticapitaliste, capable de réunir des cultures différentes, au-delà de tout renoncement idéologique » (10).

La troisième position a été précisée par une série d'intervenants dont Deiana, Maitan, Roberto Firenze, Franco Turigliatto et Lidia Cirillo. Comme l'explique l'amendement de Deiana, c'est vrai qu'il existe des positions communes entre DP et le MRC. Qui plus est, personne ne saurait sous-estimer l'importance du fait que, dans le contexte actuel du mouvement ouvrier italien et international, environ 150 000 militants rejettent le choix d'Oc-

chetto et se déclarent résolus à construire un parti anticapitaliste et communiste : voilà une base suffisante — et nécessaire — de confluence.

Mais une fois ce point essentiel clarifié, pourquoi faudrait-il proclamer des convergences qui n'existent pas ou pas encore ? Pourquoi devrait-on ignorer, par exemple que, sur la question capitale de la stratégie révolutionnaire dans un pays capitaliste industrialisé, il existe une divergence entre ce qu'ont écrit ou déclaré des représentants du MRC — en se référant à une conception réformiste gradualiste — et ce que DP a expliqué à plusieurs reprises, en développant une critique marxiste de l'Etat bourgeois ? Ce problème, tout comme d'autres non moins importants, devra être discuté tout au long du processus de refondation, puis dans le nouveau parti lui-même, qui ne pourra qu'être pluraliste, c'est-à-dire accepter en son sein des courants, des

composantes et des sensibilités différents, condition nécessaire pour réunir des expériences et des générations différentes de militants.

Le MRC a été représenté au congrès par Ersilia Salvato, élue du Sénat, et par son principal porte-parole, Sergio Garavini, ancien dirigeant syndical, qui ont fait deux interventions prônant l'ouverture, en s'expliquant auprès de ceux qui avaient exprimé des réserves sur la confluence et sur sa concrétisation. Salvato a toutefois précisé qu'elle n'aimait pas que le nouveau parti soit défini comme pluraliste, ce qui pourrait laisser supposer une formation divisée en courants ou regroupements cristallisés.

Garavini a lui aussi affirmé que le nouveau parti ne devrait pas être une « addition de fractions du PCI et de différentes formations de la gauche » — c'est pourquoi il est demandé d'y adhérer à titre individuel. Il a aussi rendu hommage à DP, qui « a persévéré dans la défense de

7) Luigi Vinci avait adhéré au PCI au début des années 60, et a participé aux batailles opposées dans le parti et dans l'organisation de jeunesse. Militant pendant quelques années de la section italienne de la IVe Internationale, il l'a quittée en 1968, et a ensuite participé à la direction de l'organisation d'extrême gauche Avanguardia Operaria.

8) Des difficultés ont surgi dans les rapports avec le MRC à l'occasion des élections en Sicile, par exemple : dans certaines provinces de l'île, il a été impossible d'établir des listes communes.

9) En fait, une bonne partie de ceux qui ont voté l'amendement Deiana dans les congrès provinciaux et au congrès national — et a fortiori, l'amendement Maitan sur l'URSS — ne sont pas issus de l'ancienne LCR.

10) Le courant chrétien de DP présente toujours le sandinisme comme exemplaire. Si ce mouvement, qui a mené pendant quinze ans une lutte armée sous des formes multiples et a finalement renversé une dictature pro-impérialiste par une insurrection, peut être caractérisé comme « non-violent », nous acceptons la non-violence... (Note de l'auteur).

l'autonomie politique et organisationnelle de la gauche». Il a réaffirmé le choix anticapitaliste et communiste, la nécessité d'œuvrer à la recomposition du prolétariat et la revendication de la sortie de l'OTAN. Dans la bataille contre les tendances autoritaires qui se développent en Italie, il faut, selon Garavini, avancer un type de démocratie susceptible de peser sur les équilibres généraux de la société, et rechercher les convergences les plus larges. De ce point de vue, on ne saurait ignorer le problème du PDS. Finalement, Garavini n'a pas caché les problèmes du MRC — « *Il existe, chez nous, beaucoup de choses bordéliques (sic) et de vieux préjugés à surmonter* » — tout en soulignant l'important nombre d'adhésions déjà atteint et la « *poussée à la base* » qui lui rappelle celle de 1945.

Le discours de clôture a été prononcé par le député Giovanni Russo Spena, ancien secrétaire de DP (11), qui a rappelé la contribution de cette organisation aux luttes ouvrières, populaires et anti-impérialistes et son élaboration politique et théorique, sans s'engager directement sur les questions les plus controversées du débat. Il a conclu par ses mots : « *Nous ne regrettons rien. Les faits nous disent que la raison est encore plus à nos côtés qu'auparavant. (...) Notre histoire ne s'achève pas parce que, sans rien liquider, nous allons apporter notre contribution idéale et politique à un défi plus ample et complexe. Certes, nous avons besoin du MRC mais, eux aussi, ils ont besoin de nous.* »

Avant le vote du texte sur la confluence, le congrès s'est prononcé sur plusieurs amendements : celui de Maitan sur l'URSS a été rejeté de justesse (95 contre, 89 pour et 28 abstentions) ; celui de Deiana a obtenu 154 voix contre, 69 pour, et 30 abstentions ; l'amendement du courant chrétien a été également repoussé (65 pour, 128 contre et 36 abstentions). Finalement, 21 personnes ont été élues pour participer à la coordination du MRC (12), ainsi qu'un « comité de vigilance » de onze personnes, chargé de gérer les problèmes administratifs et financiers liés à la dissolution de DP. ★

21 juin 1991

11) Lors de son congrès de 1989, DP avait décidé de supprimer le poste de secrétaire. La direction issue du congrès avait élu un secrétariat de huit membres.

12) Les 21 élus sont : Fabio Alberti (Rome), Antonio Barone (Milan), Marida Bolognesi (Livourne), Tonino Califano (Potenza), Gianni Confalonieri (Milan), Elettra Deiana (Milan), Saverio Ferrari (Milan), Paolo Ferrero (Turin), Orietta Lunghi (Florence), Livio Maitan (Rome), Vito Nocera (Napoli), Franco Olivieri (Gênes), Gianni Paoletti (Bologne), Giulio Russo (Rome), Giovanni Russo Spena (Rome), Giancarlo Saccoman (Milan), Sandro Targetti (Florence), Rosa Tavella (Lamezia), Mauro Tosi (Vérone), Franco Turigliatto (Turin), Luigi Vinci (Milan).

L'orgie de béton

Le grand marché européen est-il porteur de progrès pour la société humaine ? L'abolition des frontières aurait évidemment pu constituer une avancée importante vers la rationalité des échanges. Las ! Dans le domaine des transports, comme dans bien d'autres, la mise en valeur à tout prix du capital et la recherche maximale de profit n'apportent que désordre et destructions écologiques.

Winfried WOLF



« LA CREATION d'une véritable Europe des transports fait partie des principaux buts de la Communauté économique européenne (CEE) pour 1992 » affirme une brochure de la commission de la CEE, parue en septembre 1990. Qu'est-ce que cela signifie ?

Le secteur des transports représente environ 7 % du Produit national brut (PNB) des différents Etats de la CEE et un pourcentage équivalent d'emplois. Ce chiffre ne concerne que le transport de marchandises, et ne prend en compte que les employés du secteur des transports *stricto sensu* — les travailleurs de l'industrie automobile n'y figurent pas, par exemple. Environ 40 % de l'ensemble de l'investissement public des Etats européens se fait dans le secteur du transport, principalement pour la construction et l'entretien des routes — ces chiffres n'incluent pas les investissements des compagnies de chemin de fer privées. En somme, le transport est un domaine important de l'économie et un secteur décisif en matière d'investissements d'Etat.

Toutes les projections sur le développement des transports prévoient une forte expansion, surtout en matière de fret. En Allemagne, le plan fédéral sur les transports pour 1985-1995 reste encore officiellement en vigueur : il envisage une augmentation du transport des marchan-

dises de 30 % d'ici l'an 2 000, et une hausse d'environ 50 % de ce trafic. En vérité, l'augmentation sera encore plus élevée, surtout pour le transport de marchandises par la route.

Fin 1990, l'hebdomadaire *Economic Weekly* annonçait : « *On transporte déjà aujourd'hui pratiquement tous les paquets par la route, ce que le plan de Bonn prévoyait pour l'an 2 000.* » L'unification de la CEE et l'ouverture de l'Europe de l'Est au trafic ne sont pas prises en compte par ce plan. Selon un expert en la matière, Helmut Holzapfel : « *Le trafic de marchandises lourdes va certainement doubler en Allemagne de l'Ouest.* » Mais c'est surtout le transit qui va augmenter.

Planification anarchique

Nous vivons dans une économie de marché, ce qui signifie que certaines choses sont planifiées mais que l'ensemble est anarchique. C'est évident pour le secteur des transports depuis des décennies : le trafic « apparaît » puis, sous la pression de la nécessité de réduire les délais, des routes sont construites ; ensuite, le volume du trafic peut continuer sa course folle.

La population européenne se soucie de plus en plus de l'environnement, qui constitue un élément rhétorique important dans les discours de nombreux politiciens. Or, en fait, avec l'expansion du transport routier la destruction de l'environnement va évidemment s'accélérer ; le paysage européen sera entièrement bétonné, avec des tunnels en dessous et des ponts au-dessus.

L'heure est venue de construire les connexions qui manquent en Europe, ce qui reviendra à une augmentation du trafic.

● Le tunnel sous la Manche entre la Grande-Bretagne et la France. C'est l'un des plus grands projets de construction de l'histoire, dont le coût avoisinera au moins 12 milliards de dollars. S'il est vrai qu'il sera ferroviaire — pour des raisons techniques et de sécurité, un tunnel routier n'a pas été jugé viable —, il véhiculera principalement des poids lourds de marchandises.

● La péninsule ibérique sera reliée au reste de l'Europe par des trains à grande

vitesse (TGV) conçus et fabriqués en France, et par une autoroute traversant le centre des Pyrénées. Comme les voies seront construites selon les normes actuellement en vigueur dans le reste de l'Europe, les chemins de fer portugais et espagnols seront exclus de ce réseau car la structure de leurs rails est différente, et leur futur menacé. Il n'existe aucun plan d'investissement pour harmoniser les voies de chemin de fer européennes.

● Les "eurocrates" pensent que les Alpes sont un obstacle majeur pour le trafic. De plus, les Suisses ont eu l'idée saugrenue de limiter la charge des poids lourds à 28 tonnes (contre 40 tonnes dans la CEE) et leur interdisent de se déplacer la nuit — après 1992, plus aucune limitation de ce type n'existera dans la CEE. A Bruxelles, on a donc dressé les plans d'importants tunnels sous les massifs du Simplon, du Gotthard et du Brenner. Dans les projets les plus extravagants, ce dernier passerait sous l'Autriche, surtout si ce pays continue, lui aussi, à interdire le trafic nocturne.

● Une série de ponts et de tunnels seront construits entre le Danemark et la Suède afin de relier la péninsule du Jutland au Sjaelland et la Suède.

● La construction d'une autoroute de 180 kilomètres de long à travers la Yougoslavie bénéficiera d'une aide massive de la CEE. Les liaisons correspondantes avec la Grèce et la Turquie seront également augmentées.

● Il existe toute une myriade de projets de construction de nouvelles routes afin de « relier l'Europe de l'Est à l'Europe », qui, pour la plupart, ne sont pas encore très avancés — cependant, le gouvernement allemand vient de commencer la construction de la nouvelle autoroute qui longera la Baltique entre Hambourg et Szczecin en Pologne.

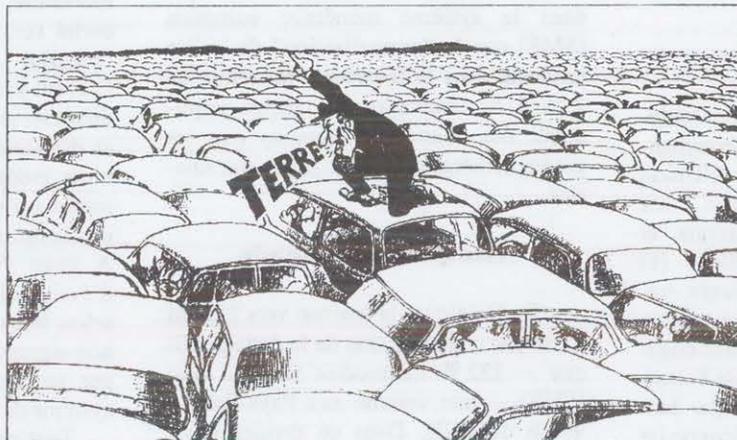
Cette orgie de béton sera subventionnée par des programmes nationaux de construction routière. Le gouvernement allemand est déjà en train de préparer des lois pour se débarrasser de toute une série de droits des citoyens concernant la construction de routes (droit de s'y opposer ou de mener des enquêtes d'utilité publique).

Mais que se cache-t-il derrière ce nouveau boom du trafic et cette multiplication des routes ? Il faut rappeler que la croissance du trafic de marchandises est alimentée essentiellement par trois facteurs. Le premier, et le plus décisif, réside dans le fait que les coûts de transport des entreprises sont, dans tous les cas (rail,

fret maritime ou routier), subventionnés par l'Etat. C'est pareil que pour l'énergie nucléaire : les profits (provenant de la construction des routes, de la fabrication de véhicules, et aussi des coûts de transport peu élevés) sont privatisés, alors que les pertes et les coûts de cette forme d'organisation du transport sont "socialisés". Une augmentation drastique des prix du carburant serait nécessaire pour couvrir les frais réels du transport.

Qui payera les kilomètres de béton ?

Mais la CEE a d'autres idées : les coûts du transport devraient encore diminuer si toutes les restrictions existantes



étaient levées. Dans le même temps, la concurrence entre les différents modes de transport (la route contre le rail) va s'accroître. C'est surtout la compétition entre les compagnies de transporteurs par camions — et les chauffeurs — de l'ensemble du continent qui va faire rage. N'importe qui pourra devenir chauffeur de poids lourd et les réglementations sur la sécurité seront radicalement revues à la baisse et alignées sur le niveau national le plus bas de la CEE. Mais cela sera payant : des coûts de transport encore plus bas encourageront un trafic encore plus important.

Le second facteur découle du précédent : la tendance de la production industrielle à transférer les coûts du stockage sur les transports. Les marchandises ne devront plus être emmagasinées en attendant d'être utilisées, mais elles arriveront "juste à temps", exactement au lieu et à l'heure où on en aura besoin. Cela ne veut bien sûr pas dire que le temps de transport sera absolument prévisible — les encombrements ne le permettront pas.

Ainsi, les routes elles-mêmes deviendront des lieux de stockage et des zones-tampon ; la seule chose importante étant que telle ou telle marchandise arrive à temps à l'usine et que les coûts de trans-

port soient moins élevés que ceux du stockage.

Enfin, on assistera à un renforcement de la division du travail, et ce jusqu'à des niveaux absurdes. Du point de vue de leurs intérêts, il est, par exemple, rationnel pour Thomson ou Brandt que les résistances électriques, fabriquées dans une usine subventionnée par le gouvernement à Malte, soient ensuite rapatriées le long des excellentes autoroutes italiennes jusqu'aux consommateurs allemands. Les exemples de ce type abondent : le lait de Bavière arrive par la route en Italie, où il est transformé en yaourt avant d'être ramené en Allemagne pour être vendu.

Le gaspillage de cartons fait également partie de l'orgie des transports ; on les transporte sur de longues distances à travers l'Allemagne pour aller les jeter dans l'Est "sauvage".

Karl Marx pensait certainement au marché unique européen quand, dans le second volume du *Capital*, il parlait des coûts de transport productifs et non productifs. Il est arrivé à la conclusion que seuls les coûts de transport "économiquement nécessaires" pouvaient être considérés comme productifs, par exemple quand des matières premières telles le fer et le

charbon doivent être transportées pour la production de fer et d'acier. Cependant, il soulignait qu'un entrepreneur individuel voyait les choses autrement ; pour lui, toute valorisation du capital est productive, qu'il construise une école ou un lupanar.

Il en est de même pour le transport dans la CEE en ce qui concerne la croissance du trafic. La "dérégulation" engendre davantage de trafic. Cela conduit plus de compagnies à investir dans des entreprises de camions. Cela provoque un chaos sur le réseau routier et encourage la construction de nouvelles routes, ce qui entraîne la création de nouvelles firmes privées... Les émissions de substances polluantes augmentent massivement (certains prévoient que l'émission d'azote doublera en dix ans). Les arbres mourront à une vitesse encore plus grande. Mais cela n'a pas d'importance...

Plus de béton, plus de poids lourds, une destruction accélérée de l'environnement, plus de morts sur la route, plus de gaspillage, tout cela fait augmenter le PNB ! Et plus cela augmente, plus la nature et les êtres humains meurent, alors que la qualité de la vie s'appauvrit. ★

Mai 1991

Pendant qu'ils disaient...

L' "Europe-92" ! Date symbole... Mais n'est-ce pas plutôt l'année 1991 qui va représenter le plus gros enjeu pour l'avenir ?

Claude GABRIEL



LES DEUX Conférences intergouvernementales, l'une sur l'Union politique, l'autre sur l'Union économique et monétaire (UEM) (1) vont terminer leurs travaux, sans doute par un compromis, mais avec d'importants engagements à venir. La convention de Schengen (2), d'ores et déjà ratifiée par huit membres de la communauté, découpe un espace policier et juridique qui ne sera pas un espace de liberté pour tout le monde, c'est le moins que l'on puisse dire ! L'accord des Douze sur l'homogénéisation de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) à 15 % représente un pas important pour la future UEM... mais il aboutira, dans certains pays, à une restructuration de la politique fiscale que nombre de gouvernements feront d'abord assurer par les revenus du travail.

Le compromis et les difficultés à venir sur les rythmes de mise en place de l'Union monétaire ne changeront rien à l'impérieuse nécessité de faire converger chaque pays vers de "grands équilibres" financiers. L'austérité, l'attaque contre les salaires, la rentabilisation et la réduction des dépenses sociales ont donc de beaux jours devant elles. Quelques pays vont même devoir se montrer bon élèves s'ils veulent avoir la chance d'entrer dans le peloton de tête du noyau dur de l'UEM.

La Grande-Bretagne, l'Italie, l'Etat espagnol ont encore quelques chances, à condition de juguler l'inflation, et de réduire le déficit public et les coûts salariaux. Carlos Solchaga, ministre espagnol de l'Economie propose un pacte social — avec 6,5 % d'inflation, 16 % de chômage, un déficit du commerce extérieur de 6,5 % du produit intérieur brut (PIB) en

1990 — pour que le pays réussisse ce difficile exercice de rattrapage des performances économiques de ses partenaires. Que les syndicats acceptent ou non ce pacte, cette politique devra être appliquée, et le sera !

Tant l'entrée de la livre britannique dans le système monétaire européen (SME) que la "normalisation" de la lire italienne dans la fourchette restreinte de 2,25 % de fluctuation de change impliquent des contraintes internes que les gouvernements vont faire payer aux salariés.

Attaques en cascade

En Belgique, la marche vers l'UEM passe par une réduction de la dette publique — 132 % du produit national brut (PNB) — tout comme aux Pays-Bas — 84 % du PNB. Dans ce dernier pays, l'année 1991 a vu l'adoption d'un plan d'économies budgétaires de 17,7 milliards de florins sur trois ans et une réduction du nombre de salariés de l'Etat ; d'ici 1994, les dépenses de sécurité sociale devront diminuer de 3,8 milliards de florins.

En France, il vient d'y avoir une augmentation de 0,9 % des cotisations sociales des seuls salariés. Quant au gouvernement allemand, il augmente les impôts pour éviter l'échec de l'unification... Et dans l'ancienne Allemagne de l'Est, Kohl retirera le 1er juillet leur allocation de chômage à des centaines de milliers de sans-emploi et a bloqué les comptes bancaires du Parti démocratique de la gauche (PDS).

L'année 1991 est donc décisive pour la mise en place de l'étape suivante de l'intégration européenne. La presse insiste sur le cap de 1992 et détaille à n'en plus finir la complexe négociation sur les rouages et structures en gestation... Pendant ce temps, au-delà du débat institutionnel, les gouvernements avancent ensemble des politiques qui font reculer chaque jour un peu plus les acquis sociaux et le mouvement ouvrier. Aux dires même de Jacques Delors, président de la Commission européenne, le projet de "Charte sociale" a pris un sérieux retard et ne suit pas le rythme des changements

économiques. Quelle surprise ! Le mouvement syndical européen a-t-il bien vu et compris ce qui était en train de se passer ? Il n'échappe pas, lui aussi, à cette polarisation du débat sur la forme, sur les structures et sur les institutions — comme l'a montré le récent congrès de la Confédération européenne des syndicats (CES) (3) — au lieu de se préoccuper du fond, c'est-à-dire du rapport de forces entre les classes, sur lequel repose tout le projet d'intégration capitaliste.

Une communauté à plusieurs vitesses

Il y a, bien sûr, de nombreuses difficultés à combiner l'Union économique et monétaire, la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et le projet de "sécurité intérieure" communautaire. L'avant-projet luxembourgeois prévoit de dissocier partiellement ces trois domaines et d'instaurer des règles de fonctionnement indépendantes. Ainsi, des rythmes inégaux d'intégration façonneraient peu à peu la future Communauté, selon le sujet. A cette "verticalisation" s'ajouteraient d'éventuelles différenciations entre pays selon leurs besoins ou leurs capacités : non-signature de la convention de Schengen par certains, retard d'intégration au système de banque centrale unique, etc.

Tout cela produira provisoirement un réseau complexe, très hiérarchisé, ce qui ajoutera donc encore de l'importance aux discussions juridiques sur les prérogatives respectives de la Commission de Bruxelles, du Parlement européen et du Conseil des ministres. Chaque jour apporte son lot de révélations sur le nouveau différent franco-allemand, sur la brouille soudaine entre Paris et La Haye, ou sur la tension entre Bonn et Londres !

Tout cela n'est pas sans intérêt ; l'enjeu social et politique de l'Europe de 1992 est suffisamment important pour que ces débats officiels et ces contradictions aient une certaine pertinence. Mais il ne doit pas servir d'alibi pour cacher l'essentiel : le compromis se fera, de nouvelles étapes d'intégration se mettront en place... et la facture sera payée par les salariés européens et par les pays dépendants. Décidément, à six mois de l'année symbolique de 1992, il serait temps de se réveiller. ★

27 juin 1991

1) Voir *Inprecor* n° 308 et 321 des 4 mai et 21 décembre 1990.

2) Voir *Inprecor* n° 332 du 7 juin 1991.

3) *Ibid.*

Vers un cessez-le-feu ?

Lundi 17 juin 1991, le Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) a attaqué la prison de La Esperanza, située aux alentours de la capitale, San Salvador. La guérilla, qui a encerclé le bâtiment pendant plusieurs heures, est parvenue à percer un mur ; 130 personnes (des prisonniers de droit commun et des détenus politiques) ont pu ainsi s'échapper. Cette attaque a eu lieu au moment où le gouvernement salvadorien et le FMLN entamaient une nouvelle phase de discussions dans la ville mexicaine de Queretaro. Ces négociations, qui se réalisent sous les auspices des Nations-Unies, se trouvent à un moment décisif. Plusieurs membres du commandement général du FMLN ont effectué une tournée en Europe, début juin. A cette occasion, Socialisme sans frontières (1) a eu l'occasion de recueillir les propos du commandant Joaquin Villalobos, dirigeant de l'Armée révolutionnaire du peuple (ERP), qui fait partie de la direction du FMLN (2).

Eric TOUSSAINT



« Si la dernière réunion de négociations a donné une impression d'échec, c'est à tort. La tension énorme qui règne autour de la table [de négociations] provient du fait que l'on négocie vraiment. L'armée est très nerveuse car on discute, dans le cadre de l'instauration d'un cessez-le-feu, de la répartition territoriale des deux armées » a précisé Joaquin Villalobos. Dans la mesure où les zones sous contrôle du FMLN sont importantes (3), et que certaines d'entre elles sont près de la capitale, San Salvador, l'armée est en train de mener des combats pour tenter de récupérer certaines positions avant la conclusion du

cessez-le-feu. Joaquin Villalobos explique que si, pour le FMLN, l'objectif reste une démilitarisation complète du pays, celle-ci ne peut être atteinte à court terme. On s'avance donc vers une "paix armée", car les négociations en cours ne peuvent échouer à aucun prix. Seule l'extrême droite pourrait en tirer profit, considère Villalobos.

Le commandant a formulé des considérations d'ordre stratégique. D'après lui, la seule expérience à laquelle la stratégie militaire révolutionnaire salvadorienne puisse être comparée en Amérique latine, est celle de la révolution mexicaine. Les expériences cubaine et nicaraguayenne victorieuses ont été de courte durée (du point de vue du temps écoulé entre le démarrage de la lutte armée et la prise du pouvoir). Plusieurs variantes de la guerre révolutionnaire ont été expérimentées par le FMLN en fonction des changements opérés par l'ennemi : mouvement insurrectionnel de masse armé ; guerre de gué-

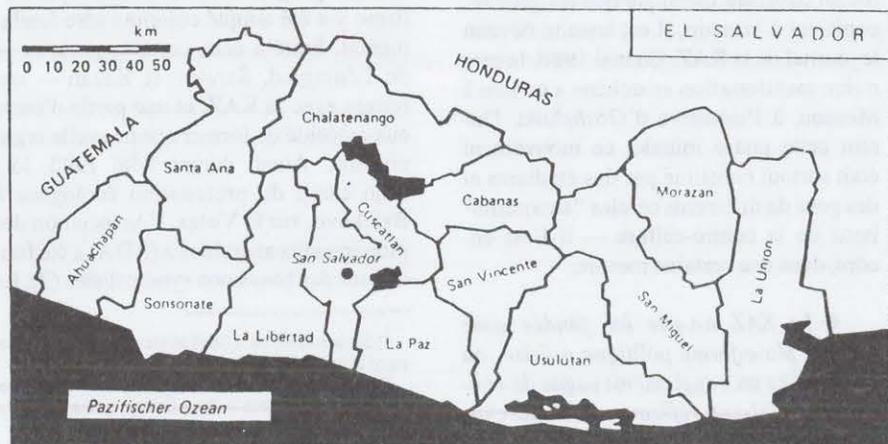
rilla ; confrontation avec un grand déploiement de forces armées de part et d'autre, avec des replis et des offensives, etc. Si le commandement général du FMLN s'est transformé en direction plus politique que militaire dans la dernière période, il n'en reste pas moins que le Front dispose d'une véritable armée permanente avec un vrai corps d'officiers et des troupes aguerries. Il est inconcevable de désarmer une telle force sur la base de promesses politiques ; au contraire, la démilitarisation ne pourra être que simultanée. Le Salvador peut donc connaître d'abord une phase de paix armée, qui pourra durer plusieurs années, avant de déboucher sur une autre étape (la démilitarisation ou une autre formule). Les élections de 1994 seront une échéance clé.

La "paix armée" ?

L'envoi imminent par les Nations-Unies d'une délégation de 150 observateurs permanents (ONUSAL) chargée de vérifier l'application des accords signés en septembre 1990, à San José de Costa Rica, concernant le respect des droits de l'homme, est jugé positif par le FMLN, car sa présence peut contribuer à diminuer la pression de l'armée sur la population civile. Par ailleurs, de premières réformes constitutionnelles sont acquises : elles touchent notamment à l'organisation des élections et à la Cour suprême de justice — encore largement insuffisantes, elles constituent néanmoins un début de changement.

Le FMLN considère que les généraux doivent être mis à la retraite, le ministre de la Défense nationale remplacé par un civil, les militaires responsables de crimes poursuivis et condamnés et des changements instaurés au niveau de l'instruction militaire — « *De jeunes cadres militaires du FMLN pourraient devenir instructeurs à l'Ecole militaire.* »

Comme condition du cessez-le-feu, la réforme agraire de 1980 doit être garantie et toutes les transformations sociales (y compris au niveau de la propriété) réalisées dans les zones sous contrôle du FMLN doivent être légalisées. Après le cessez-le-feu, le FMLN continuerait à contrôler militairement ces zones, mais il est disposé à laisser entrer des juges et des représentants de l'administration centrale à condition que les transformations sociales soient légalisées. Autre condition du cessez-le-feu, le FMLN exige que l'ai-



1) Socialisme sans frontières est l'organisation de solidarité internationale du Parti ouvrier socialiste (POS, section belge de la IVe Internationale).

2) Voir *Inprecor* n° 329 du 26 avril 1991.

3) Il s'agit notamment des régions de Chalatenango, San Vicente et Morazan. Le FMLN a aussi une présence importante dans les régions de Usulután et Guazapa.



« Imbécile ! Je t'avais dit d'attendre qu'il vote ! Le peuple a le droit de voter... » (Roger — DR)

de internationale puisse parvenir à des projets économiques et sociaux dans les territoires qu'il contrôle, sans devoir passer par le gouvernement.

Par ailleurs, le FMLN reconnaît une police locale à condition qu'elle soit entièrement composée de membres du FMLN. Sous la protection des observateurs de l'ONU, les membres de la commission indépendante des droits de l'homme pourraient se déplacer partout dans le pays pour veiller au respect des libertés. Sur le plan politique, le FMLN pourrait, sans déposer les armes, s'intégrer à la vie politique civile en restant « un parti des pauvres, mais en refusant d'être un pauvre parti ». Le FMLN veut des garanties de financement, et exige aussi que les organisations populaires aient le contrôle d'une des trois chaînes de télévision, de certaines radios et de différents journaux.

A propos du marxisme

Socialisme sans frontières a demandé à Joaquín Villalobos le sens il fallait donner à ses déclarations fracassantes à plusieurs journaux nord-américains [reproduites dans *Inprecor* n° 329].

J. Villalobos a répondu en substance que le marxisme constituait une méthode d'analyse et une science qu'il fallait à tout prix éviter de transformer en dogme religieux. Selon lui, les révolutionnaires doivent utiliser la méthode marxiste, pour élaborer une stratégie révolutionnaire adéquate, mais c'est dramatique que, dans certains pays où le marxisme a été transformé en religion, pour se libérer des formes autoritaires du pouvoir les masses en soient à renverser les statues de Lénine et de Marx. C'est pour éviter cela qu'il faut rejeter la version marxiste autoritaire et stalinienne. Comme tout processus révolutionnaire est profondément pluraliste, les forces d'avant-garde qui visent à en prendre la tête le sont donc elles-mêmes, comme c'est le cas du FMLN. D'après Villalobos, il faut rejeter l'expérience du parti unique. ★

13 juin 1991

Anarchisme en terre soviétique

La tradition de populisme et d'anarchisme révolutionnaire de la Russie d'avant 1917, incarnée par des penseurs comme Bakounine et Kropotkine, connaît un nouveau souffle en Union soviétique depuis la moitié des années 80, avec l'apparition de divers courants anarchistes et anarcho-syndicalistes. Le plus puissant d'entre eux, la Confédération des anarcho-syndicalistes (KAZ), a des partisans dans de nombreuses villes, a participé activement à la création de la Confédération du travail en mai 1990, et a aussi pris part, avec diverses forces socialistes, au lancement de la « lettre ouverte sur l'autogouvernement » (1). *Inprecor* a rencontré Dimitri Kostienko, jeune militant de gauche, ancien membre de KAZ, pour discuter de l'histoire récente du mouvement anarchiste en URSS.

INPRECOR : Peux-tu nous résumer le développement des groupes anarchistes avant la fondation de la KAZ en 1989 ?

Dimitri KOSTIENKO : Au sein de la Fédération des clubs socialistes — apparue en 1987 comme l'une des premières expressions de l'activité politique organisée en opposition à l'appareil du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS) — il y avait quelques groupes anarchistes. A l'époque, les différenciations politiques n'étaient pas très claires ; la plupart des courants (libéraux, socialistes, anarchistes, etc.) se retrouvaient dans un seul mouvement « pour défendre la perestroïka ».

Différents groupes anarchistes existaient alors dans le pays — à Léninegrad, à Kharkov en Ukraine, à Khabarovsk en Sibirie orientale, etc. Le journal *Obshchina* (Commune) servait de point de ralliement aux anarchistes ; d'abord distribué comme un *samizdat* classique que les gens recopiaient à la main, il est ensuite devenu le journal de la KAZ. En mai 1988, la première manifestation anarchiste a eu lieu à Moscou, à l'initiative d'*Obshchina*. Durant cette phase initiale, ce mouvement était surtout constitué par des étudiants et des gens de différents cercles « alternatifs » issus de la contre-culture — il l'est encore, dans une certaine mesure.

◆ **La KAZ a-t-elle été fondée avec une plate-forme politique précise, ou était-ce un conglomérat vague de courants faisant référence à l'anarchisme ?**

Dès son congrès de fondation, en mai 1989, la KAZ a essayé de monopoliser l'anarchisme en URSS. Une courte déclaration de principes avait été adoptée, mais en réalité il existait de très nombreux courants différents au sein de la nouvelle organisation — des anarcho-individualistes, des anarcho-communistes et même des anarcho-capitalistes.

Je militais dans la branche de la KAZ de Moscou, qui a gardé un profil indépendant. Nous avons organisé une protestation en face de l'ambassade de Chine après le massacre de juin 1989 ; en mars 1990, avant les élections des soviets des régions et des républiques, nous avons soutenu diverses manifestations démocratiques. Dans certains endroits, les organisations locales sont allées plus loin, présentant des candidats sur les listes de Russie démocratique (regroupement dirigé par les partisans de Boris Eltsine).

Le second congrès de la KAZ, en mars 1990, a avancé dans la clarification de son programme : l'anarcho-syndicalisme y a été adopté comme cadre fondamental. Suite à cela, certains groupes — de Léninegrad, Saratov et Kazan — ont rompu avec la KAZ, et une partie d'entre eux a décidé de former une nouvelle organisation. Ainsi, durant l'été 1990, lors d'un camp de protestation écologiste à Balakovo, sur la Volga, l'Association des mouvements anarchistes (ADA) a été fondée sur des bases non syndicalistes (2). La

1) Sur la création de la Confédération du travail, voir *Inprecor* n° 312 du 29 juin 1990.

La lettre ouverte en faveur d'un « autogouvernement national » a été publiée, sous le titre « Demain, il sera trop tard », dans *Inprecor* n° 318 du 9 novembre 1990.

2) Voir *Inprecor* n° 321 du 21 décembre 1990.

scission entre la KAZ et ADA ne représentait pas vraiment une division entre la droite et la gauche, car on trouvait des groupes défendant des positions droitières dans les deux camps.

Pendant ce temps, l'aile gauche des anarchistes, le courant anarcho-communiste, connaissait une crise sérieuse. Ce courant était puissant à Moscou, à Léninegrad et à Dniepropetrovsk, centre industriel du Donbass, mais il a été sérieusement affaibli par des scissions. Certains de ces dirigeants moscovites l'ont quitté et ont rejoint un parti radical bourgeois, l'Union démocratique, alors que d'autres, à Léninegrad, ont adopté des positions trotskystes.

◆ *Que représente la position syndicaliste de KAZ dans la pratique ? A-t-elle une orientation claire envers le mouvement ouvrier ?*

Au sein de la KAZ, a eu lieu une espèce de chasse aux sorcières, lancée par certains droitières, contre ceux qu'ils ont baptisés les "anarcho-hippies". A la même période, l'organisation a commencé à soutenir fortement la Confédération du travail (KT), fondée en mai 1990 et différents groupes y ont participé. Mais, dans son ensemble, la KAZ n'est pas une organisation de gauche — elle appuie fondamentalement l'économie de marché dans une perspective libérale. Durant l'été 1990, la KAZ a fondé une agence d'information sur le mouvement ouvrier, KAZ-KOR ; elle édite un bulletin régulier, qui s'est rapidement transformé en organe de la Confédération du travail. Certains des dirigeants de la KAZ appartiennent maintenant à la direction de la KT ; mais peu d'activités réelles ont lieu dans ce cadre.

Cet engagement dans la KT semble avoir été une solution de dernier recours car, durant l'été 1990, la KAZ avait essayé de monter son propre syndicat, Résistance. Mais cette initiative a rencontré les mêmes difficultés que les autres tentatives visant à créer des syndicats nouveaux et indépendants : il y avait très peu de membres, et les nombreux petits syndicats étaient dominés par des intellectuels. Cela a donc finalement échoué.

◆ *Les groupes anarchistes réussissent à attirer davantage de jeunes militants que les autres composantes de la gauche soviétique. Peux-tu nous présenter certains de ces groupes ?*

A Moscou, la KAZ est la force la plus puissante, mais il y a six autres regroupements. Le groupe Jeunesse autonome, par exemple, créé à l'automne 1990, se fon-

daît sur l'anarchisme radical et sur l'idée de l'action directe ; ses membres développaient surtout des activités antimilitaristes, organisant des *sit-in* devant des installations militaires ou devant le ministère de la Défense. Cependant, ce groupe a pratiquement disparu depuis quelques mois.

On trouve aussi l'Union des anarchistes, qui appartient à l'ADA, qui développe une ligne très sectaire et dont les membres sont fortement opposés à la KAZ. Politiquement, ils sont proches de l'Union démocratique et ont adopté certaines de ses méthodes : ils se réunissent sur une place ou dans une rue et se mettent à crier « *Gorbatchev est un fasciste* », au bout de cinq minutes la milice arrive et les embarque ; voilà tout.

Un troisième groupe, les Populistes socialistes, se présente comme l'héritier



du Parti social-révolutionnaire d'avant 1917 ; il regroupe des courants très divers, depuis des ultra-droitières jusqu'à des anarcho-populistes, unis par l'idée que la commune chrétienne est la base de la société.

Le groupe dans lequel je travaille — l'Initiative des anarchistes révolutionnaires — a organisé des protestations contre les hausses des prix et des discussions et des cours de formation sur différents sujets, comme la gauche en Occident.

◆ *A ton avis, comment peut évoluer la KAZ ?*

Lors de son troisième congrès, en novembre 1990, la KAZ n'a réuni que les groupes de 28 villes, soit la moitié de ses organisations locales. La principale discussion de cette rencontre a porté sur la question des relations entre la KAZ et le mouvement Russie démocratique, qui est dirigé par des partisans d'Eltsine. Cer-

tains des députés de la KAZ, élus dans des soviets locaux, en général sur les listes de Russie démocratique, ont glissé vers le libéralisme. Lors du congrès, une résolution soutenant la "lettre ouverte sur l'autogouvernement" et rejetant Russie démocratique n'est pas passée.

J'ai participé au quatrième congrès de la KAZ, à Samara, début mai 1991 (3). Cette organisation est actuellement en crise ouverte : seuls 40 délégués, représentant les groupes de 12 villes, étaient présents. La KAZ défend encore la propriété collective de l'économie et avance une perspective de société autogérée — ses membres sont donc critiques envers les différents schémas de privatisation, qui ne profitent qu'à la nomenklatura et à la mafia. Ils proposent une démocratie non-parlementaire, basée sur des soviets, mais nous ne sommes pas d'accord avec leur conception de la libre concurrence entre les entreprises gérées collectivement. Au contraire, nous défendons un système de planification à la base.

◆ *Que penses-tu du processus d'unification de la gauche ?*

Je soutiens la création d'un large front de recomposition à gauche qui rassemblerait tous les courants non-staliniens. Nous avons tous deux ennemis communs : la vieille nomenklatura et les nouvelles tendances favorables à la bourgeoisie. Dans cette lutte, je pense que nous avons de réelles perspectives, car le PCUS a mené le pays à la crise et les soi-disant démocrates sont confrontés à d'importantes contradictions sociales. Si l'on veut créer une authentique alternative de gauche dans une telle situation, c'est très important d'être lucide face aux tendances "patriotiques" développées par le Front uni des travailleurs (FUT).

Nous voulons un front commun des organisations de gauche mais, pour l'instant, la faiblesse de tous les groupes socialistes constitue un problème important. Pour commencer à dépasser cela, il faut que nous établissions des liens avec les différents mouvements sociaux. Ainsi, nous sommes, par exemple, très actifs dans la préparation d'un camp cet été contre une centrale atomique et d'autres industries polluantes à Zaporojie, en Ukraine. ★

Propos recueillis par P. F. Larsen
Moscou, mai 1991

3) Jusqu'à une date récente, Samara, grand centre industriel sur la Volga, s'appelait Kouibitchev, du nom du président du Conseil suprême de l'Economie nationale de l'époque de Staline.

L'état de guerre

EN FAIT, un tel éclatement ne pourrait être évité que dans deux cas de figure : soit la direction serbe — de même que son opposition ultranationaliste — abandonne ses projets hégémoniques et annule ses mesures antidémocratiques — par exemple à l'encontre du Kosovo — et, dans ce cas, la Slovénie et la Croatie renonceraient peut-être à appliquer leur proclamation d'indépendance, soit l'armée réussit à écraser tous les mouvements indépendantistes et à éviter que des nouvelles tendances centrifuges ne se matérialisent (par exemple, en Bosnie-Herzégovine et en Macédoine). Mais il s'agit là d'hypothèses improbables. De surcroît, le deuxième cas de figure impliquerait aussi un changement radical par rapport au passé — la "fédération" se maintenant grâce à l'imposition d'un régime militaire autoritaire.

En dépit de tous les changements intervenus à différentes reprises depuis les années 50 et malgré l'avènement de forces s'inspirant d'idéologies et d'orientations pro-capitalistes au gouvernement dans certaines républiques, la Yougoslavie n'a cessé d'être une société de transition bureaucratisée. Dans ce cadre, c'est, en dernière analyse, ce qu'on peut appeler la bureaucratie politique centrale — en alliance conflictuelle ou en convergence avec des couches de la bureaucratie technocratique — qui a continué à déterminer les choix économiques et politiques fondamentaux (même si ceux-ci ont été de moins en moins cohérents et, qui plus est, de moins en moins réellement appliqués). Il est évident que les événements survenus en 1990 (même si cette dynamique remonte au lendemain de la mort de Tito, dont le rôle bonapartiste a pu être encore mieux apprécié *a posteriori*) ont miné profondément le pouvoir de la bureaucratie politique.

En outre, la crise économique, qui a aggravé ultérieurement les déséquilibres entre les différentes républiques et provinces et même au sein de celles-ci, a affaibli structurellement la bureaucratie technocratique. Dans ce contexte, le poids spécifique de l'armée, le secteur le moins touché de l'appareil d'Etat et donc le rempart relativement plus solide de la société

A l'heure où nous écrivons, la crise yougoslave continue et il est difficile de savoir si la trêve du 3 juillet se poursuivra ou si les affrontements armés reprendront, avec des développements incontrôlables. Quoi qu'il en soit, la Yougoslavie telle qu'elle a existé depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale est en train d'être enterrée et rien ne pourra la faire ressurgir.

Livio MAITAN

bureaucratique, a augmenté. Depuis un certain temps, des officiers supérieurs soulignent à leur façon cette situation en expliquant que l'armée pourrait être « obligée » d'intervenir en défense de la Yougoslavie « socialiste et fédérale ».

Ce renforcement du rôle de l'armée dans des situations critiques n'est pas un phénomène nouveau dans des sociétés de transition bureaucratisées. Après tout, c'est grâce à l'armée que la bureaucratie chinoise a pu rétablir l'équilibre relatif de son régime à la fin des années 60, et c'est à un coup militaire que la bureaucratie polonaise a eu recours pour arrêter la montée de Solidarité. Mais dans le cas yougoslave, il y a des éléments particuliers.

D'un côté, la bureaucratie militaire dispose de privilèges considérables, justement en tant qu'armée censée "défendre" la fédération, qu'elle perdrait si cette entité devait disparaître. De l'autre, si au niveau de la hiérarchie, il existe une nette prédominance des Serbes, la composition à la base est inévitablement hétérogène, ce qui ne serait pas sans conséquences en cas de guerre civile ou de répression à l'égard de telle ou telle république (selon certaines informations, des manifestations de mécontentement, voire des désertions, se seraient déjà produites au moment de l'intervention en Slovénie).

Il faudra revenir sur les événements yougoslaves du point de vue de leurs effets sur la situation européenne et mondiale. Au début, tant les Etats-Unis que la Communauté économique européenne (CEE) ont réaffirmé leur attitude favorable au maintien du *statu quo*, et la CEE s'est même lancée dans des opérations diplomatiques dans un esprit de "Sainte-Alliance". Mais des changements ont commencé à apparaître dans l'attitude des pays impérialistes, qui craignent que l'éclatement de la Yougoslavie ne crée un foyer extrêmement dangereux au cœur de l'Europe. Mais, au fur et à mesure qu'ils constatent que cet éclatement est inévi-

table, chaque gouvernement européen commence à se demander comment exploiter au mieux et à son avantage le "nouvel ordre", et comment attirer dans sa zone d'influence les nouveaux Etats indépendants. Voilà pourquoi certains se sont soudainement souvenus du "droit à l'autodétermination", ce droit qu'on proclame surtout lorsqu'il n'a aucune implication pratique ou qu'on espère en tirer des avantages...

Les démons du passé

A sa formation, la fédération yougoslave a représenté un progrès par rapport au passé de cette région de l'Europe. Nous ne pensons pas devoir rectifier sur le fond ce jugement. Par ailleurs, il ne faut pas alimenter la moindre illusion sur la viabilité économique et politique de nouveaux Etats, qui tomberaient inévitablement sous l'influence des puissances impérialistes. Les formations pro-bourgeoises et nationalistes, qui ont déjà un rôle dirigeant en Slovénie et en Croatie, ne s'opposent certainement pas à une telle dynamique. Le nationalisme — que ce soit le nationalisme "communiste" de Slobodan Milosevic ou celui, plus outrancier, de ses opposants — ne représente pas, lui non plus, une vraie garantie d'indépendance. Le risque est grand de voir réapparaître les démons du passé qui ont ensanglanté tragiquement les Balkans pendant toute une partie de ce siècle.

Cependant, nous nous plaçons fermement sur le terrain de la défense du droit à l'autodétermination de tous les peuples qui veulent l'exercer. Si la Slovénie, la Croatie, le Kosovo ou d'autres veulent constituer des Etats souverains — liés ou non à une confédération, héritière de la fédération aux abois —, leur volonté doit être respectée et toute intervention répressive, politique, économique ou militaire, doit être résolument condamnée. Le respect des aspirations nationales, et plus généralement de tous les droits démocratiques, est la condition nécessaire à la relance de la lutte pour un socialisme qui n'a rien à voir avec le "socialisme" déjà expérimenté que ne défendent que les privilégiés qui en ont profité. ★

4 juillet 1991

